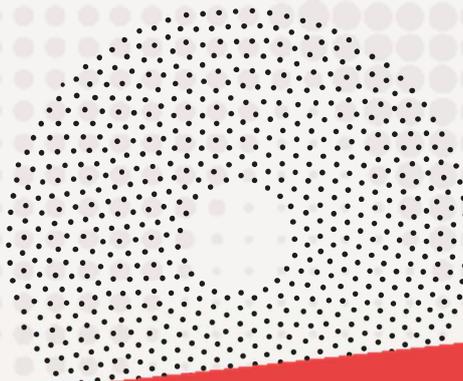


The logo of the University of Lyon 2, featuring three horizontal lines of varying lengths to the left of the text.

**UNIVERSITÉ  
LUMIÈRE  
LYON 2**

A stylized circular logo composed of a grid of dots, with the density of the dots increasing towards the center, creating a gradient effect.

**Budget Initial  
2020**

Conseil d'administration du 6 décembre 2019





# Préambule

## **Un budget 2020 pour une université ouverte et un service public ambitieux**

Ce dernier budget de la mandature 2016-2020 pérennise les dispositifs mis en place depuis 2016 qui ont permis de renforcer et de développer encore notre établissement pour un service public d'enseignement et de recherche ambitieux. Il permet aussi de développer de nouveaux projets, déclinaisons concrètes du projet d'établissement adopté en février 2019 et des ateliers transversaux qui se sont déroulés depuis la rentrée 2019.

**Ce budget permet de soutenir fortement la politique de recherche, de valorisation et de diffusion des savoirs, et cela se traduit notamment par :**

- Une nouvelle augmentation de la dotation globale des laboratoires, après les augmentations significatives décidées en 2018 et 2019 ;
- L'amélioration des locaux consacrés à la recherche : rénovation à la MSH et à la MOM, recherche de nouveaux locaux pour le GATE, réflexion sur la création d'une Maison de la recherche sur le campus Berges du Rhône ;
- La création d'un appel à projets dédié aux activités de valorisation de la recherche et le maintien de l'appel à projets internes APPI ainsi que du dispositif Soutien aux Manifestations Scientifiques SMS ;
- La création d'un prix de thèse ;
- La poursuite d'une politique volontariste pour les Presses Universitaires de Lyon (PUL) en s'ouvrant à de nouvelles disciplines et thématiques ;
- La constitution de laboratoires jeunes chercheur.es pluridisciplinaires, financés sur la base d'un appel à projets ;

- La mise en place de pôles de spécialité, tels que le prévoit le projet d'établissement.

**Ce budget permet de mieux faire réussir les étudiant.es avec des dispositifs pédagogiques renforcés et d'encourager la formation tout au long de la vie, notamment grâce à :**

- Un ensemble cohérent de dispositifs d'accueil, d'orientation, et d'accompagnement collectif et individualisé, particulièrement ciblés sur les L1: dispositif CLEFS, direction d'étude, parrainage/marrainage, semestre rebond, années préparatoires, nouveaux modules de remédiation, maintien des groupes de TD à 35 en première année de licence et limitation des TD à 40 pour les autres niveaux d'études ;
- Des dispositifs spécifiques pour les étudiants étrangers (parrainage/marrainage, modules de FLE et développement des cours en langues étrangères, développement de programmes courts) ;
- Une formation continue renforcée et réorganisée pour une meilleure articulation entre le Service Commun de Formation Continue SCFC et les composantes ;
- L'évolution de nos formations : nouveau DAEU Lumière Lyon 2 à distance (rentrée 2019), ouvertures de nouvelles licences professionnelles, développement de l'alternance dans les masters (rentrée 2020) et renforcement des services d'accompagnement au montage de projets dans le domaine de la formation ;
- Un nouvel élargissement des horaires de la bibliothèque Chevreul, soutenu par le deuxième appel à projet national PBO+ (Plan Bibliothèques Ouvertes) ;
- Le renforcement de la place de la culture dans notre établissement, avec le développement des ateliers et activités culturelles et l'organisation d'un tremplin musical.

**Ce budget accorde une attention soutenue à la santé et aux conditions de vie des étudiant.es, notamment avec :**

- Le Centre de Santé créé en octobre 2019 qui permet de proposer des soins en plus de la médecine préventive ;
- Des aides sociales individualisées complémentaires des aides sociales du CROUS ;
- La nouvelle épicerie solidaire ouverte aux étudiant.es les plus précaires ;
- La mise en place de bourses d'établissement favorisant la mobilité internationale, en complément des dispositifs régionaux et européens existants et le renforcement du soutien spécifique à la mobilité des doctorant.es ;
- La poursuite de la politique d'exonération pour les étudiant.es étranger.es extra-communautaires.

**Ce budget amplifie encore notre programme d'amélioration durable des conditions de travail et d'études, grâce à un investissement massif dans notre patrimoine immobilier. Si plusieurs projets seront encore en phase étude en 2020**

(maison de la création, village des associations), de grosses opérations de travaux vont se dérouler, parmi lesquelles:

- La poursuite des travaux Plan Campus sur BDR, avec la location de bâtiments modulaires provisoires ;
- La construction de la Bibliothèque Universitaire Provisoire BUP puis le lancement des travaux du Learning center ;
- Le lancement des travaux de la Maison des sports ;
- La rénovation de la cour du bâtiment Clio ;
- Des aménagements paysagers sur Porte des Alpes ;
- Le renouvellement complet de la signalétique sur les 2 principaux campus ;
- Des opérations de gros entretien et de réparations, notamment sur le bâtiment L et sur la structure Petrov (campus Porte des Alpes) ;
- La poursuite de la politique en équipements informatiques et audiovisuels ;
- Des aménagements innovants de salles de cours et amphithéâtres ;
- La poursuite des travaux d'accessibilité.

**Ce budget permet enfin de renforcer les services, composantes et laboratoires,** grâce à la poursuite d'une politique ambitieuse pour les personnels, et notamment :

- La plus importante campagne d'emploi pour les personnels enseignants et enseignants-chercheurs depuis de nombreuses années, qui se traduit par la création nette de 5 postes d'enseignant.es-chercheur.es titulaires, 1 poste d'enseignant.e titulaire du second degré, 2 postes de professeur.es associé.es, 1 poste de professeur.e invité.e ;
- L'augmentation du nombre des congés pour projets pédagogiques CPP et le maintien d'un nombre de congés recherche et conversion thématique CRCT au niveau de 2019 (deux fois plus qu'en 2018) ;
- Le renforcement du budget des composantes pour leur permettre de développer des projets spécifiques à leurs formations ;
- La consolidation des effectifs BIATSS, qui ont été fortement augmentés les années précédentes ;
- Une nouvelle étape de déprécarisation des personnels BIATSS, grâce à l'ouverture de concours, la limitation des contrats de courte durée et la réduction du temps partiel subi ;
- Le maintien des efforts conséquents faits depuis trois ans en matière de formation des personnels et d'action sociale.

**Le décret du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), a apporté trois grandes évolutions dans l'approche de la situation financière des établissements publics :**

- La mise en œuvre d'une **comptabilité budgétaire distincte de la comptabilité générale** :

Pour rappel, la comptabilité générale enregistre les opérations de dépense seulement lors de la certification du service fait par l'ordonnateur, moment qui constate la naissance d'une dette à l'égard d'un tiers, on parle alors de « droit constaté ». Ce même principe s'applique pour les recettes.

La comptabilité budgétaire est quant à elle impactée en deux temps : d'une part, en amont, dès l'engagement juridique de l'établissement, ce qui se traduit par l'enregistrement d'une **autorisation d'engagement (AE)** et d'autre part, en aval, lors de son règlement au fournisseur, par la constatation d'un **crédit de paiement (CP)**.

De façon prudentielle, l'enregistrement de la recette n'est réalisé que lors de son encaissement effectif, plus précisément lors du rapprochement de cet encaissement avec la facture prise en charge.

- L'**approche pluriannuelle** qui en découle :

Le mode d'enregistrement en comptabilité budgétaire, en séparant dans le temps le fait générateur (AE) de sa réalisation effective (CP), permet un suivi pluriannuel des dépenses. Cela offre une vision plus dynamique de l'exécution budgétaire en autorisant une reprogrammation des crédits en fonction de l'avancement des projets, tandis que jusqu'alors ce suivi ne pouvait s'opérer que par le mécanisme des reports. Cela est particulièrement sensible pour évaluer les effets des contrats pluriannuels ou des opérations de travaux.

- Une **analyse de la soutenabilité** désormais essentiellement basée sur une logique de **trésorerie** :

S'appuyant largement sur les impacts en termes d'encaissement et de décaissement, la comptabilité budgétaire comporte donc une forte dimension trésorerie. Alors que l'appréciation de la situation financière d'un établissement portait jusqu'alors uniquement sur l'analyse d'agrégats comptables en droits constatés (résultat, CAF, variation du FR), l'examen du niveau de trésorerie au regard des engagements vient désormais très largement compléter cette approche.

**Les écarts entre comptabilité budgétaire et comptabilité générale** sont parfaitement logiques et proviennent de quatre natures d'opérations :

- Des opérations ayant donné lieu à encaissement ou décaissement mais dont le fait générateur ne se situe pas sur l'exercice et qui sont de ce fait retraitées en comptabilité générale : charges constatées d'avance ou à payer, produits constatés d'avance ou à recevoir ;
- Des opérations inscrites en comptabilité générale mais non budgétaires car ne donnant pas lieu à mouvement de trésorerie, les dotations aux amortissements et leur corollaire en recette, la quote-part de subvention reprise au résultat, les provisions et reprises sur provisions, certaines annulations de charges ou produits sur exercices antérieurs... ;
- Des opérations budgétaires et comptables ayant des faits générateurs sur des exercices différents : restes à recouvrer sur produits de l'exercice, recouvrements au titre d'exercices antérieurs, factures de l'exercice non soldées au 31 décembre ou paiement de factures de l'exercice précédent ;

- Enfin, les opérations d'investissement qui figurent dans le solde budgétaire mais pas dans le résultat comptable.

Le retraitement de ces opérations permet de passer du résultat comptable au solde budgétaire et inversement.

- **Le BI signifie le Budget Initial.** Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'établissement. Approuvé par le Conseil d'administration (CA), le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée.
- **Le BR signifie le Budget Rectificatif.** En cours d'année et en fonction de la réalisation des objectifs de recettes et de la consommation des crédits, l'établissement peut être amené à revoir les prévisions inscrites au budget primitif. Il le fait via un BR. Le BR est voté dans les mêmes formes que le budget initial. Généralement, afin d'avoir une bonne lecture des conventions et du projet pluriannuel d'investissement (PPI), un BR de reprogrammation peut être positionné en fin d'exercice et un BR de report peut avoir lieu, après la réalisation du compte financier de l'année précédente, en début d'exercice.
- **Le CF signifie le Compte Financier.** Document qui retrace l'exécution du budget de l'exercice précédent. Il rend compte du résultat de l'exercice, c'est-à-dire de l'écart entre les recettes et les dépenses, et aboutit au bilan.

Quelques précisions méthodologiques doivent enfin être apportées pour garantir la bonne lisibilité des données présentées :

- Certaines données du présent budget soumis au vote (fonds de roulement, trésorerie, besoin en fonds de roulement) tiennent compte des chiffres votés au compte financier 2018, ajustés des variations adoptées lors du BI 2019. À ce titre, les données du BI 2019 inscrites diffèrent de celles adoptées lors du CA du 14/12/18. Ceci permet une meilleure projection de ces éléments au titre de 2020.

# Sommaire

<b>1.</b>	<b>NOTE DE PRESENTATION SYNTHETIQUE</b>	<b>9</b>
<b>1.1.</b>	<b>PRINCIPAUX CHIFFRES</b>	<b>9</b>
1.1.1.	En GBCP (encaissements et décaissements)	9
1.1.2.	En droits constatés	10
<b>1.2.</b>	<b>ANALYSE DES DEPENSES</b>	<b>11</b>
1.2.1.	En GBCP (encaissements et décaissements)	11
1.2.2.	En droits constatés	13
<b>1.3.</b>	<b>ANALYSE DES RECETTES</b>	<b>14</b>
1.3.1.	En GBCP (encaissements et décaissements)	14
1.3.2.	En droits constatés	15
<b>2.</b>	<b>ANALYSE FINANCIERE</b>	<b>16</b>
<b>2.1.</b>	<b>INDICATEURS FINANCIERS ET RATIOS</b>	<b>16</b>
2.1.1.	Synthèse des principaux indicateurs	16
2.1.2.	Le résultat net comptable	17
2.1.3.	La capacité d'autofinancement (CAF)	17
2.1.4.	Le fonds de roulement (FdR)	19
2.1.5.	L'autofinancement de l'investissement	19
2.1.6.	La part des ressources propres	20
2.1.7.	Le taux de rigidité des dépenses	21
2.1.8.	L'évolution du solde budgétaire	22
2.1.9.	L'évolution de la trésorerie	22
<b>2.2.</b>	<b>COMPTABILITE BUDGETAIRE (GBCP)</b>	<b>24</b>
2.2.1.	Principaux chiffres	24
2.2.2.	Recettes globalisées et recettes fléchées	25
2.2.3.	Recettes à l'encaissement par origine	26
2.2.4.	Recettes propres de l'établissement	27
2.2.5.	Dépenses en GBCP	28
2.2.6.	Dépenses de fonctionnement par destination	30
2.2.7.	Dépenses d'investissement par destination	32
2.2.8.	Dépenses de personnel, masse salariale et ETPT	33
2.2.8.1.	Dépenses de personnel par destination	33
2.2.8.2.	Masse salariale par catégorie d'emploi	34
2.2.8.3.	Masse salariale par typologie de rémunération	35
2.2.8.4.	Masse salariale par facteur d'évolution	36
2.2.8.5.	Plafond d'emploi et ETPT de la masse salariale	37
<b>2.3.</b>	<b>COMPTABILITE GENERALE (DROITS CONSTATES)</b>	<b>39</b>
2.3.1.	Principaux chiffres du budget initial	39
2.3.2.	Recettes en droits constatés	40
2.3.3.	Dépenses en droits constatés	41
<b>3.</b>	<b>ANNEXES</b>	<b>43</b>

# 1. Note de présentation synthétique

## 1.1. Principaux chiffres

Les recettes et les dépenses progressent : l'investissement marque une nette augmentation (lancement des opérations PPI). Quant aux dépenses de personnel et de fonctionnement, elles augmentent moins vite mais permettent la consolidation des décisions prises les années précédentes.

### 1.1.1. En GBCP (encaissements et décaissements)

tableau 2	CF 2017	exécution	évolution	CF 2018	exécution	évolution	BI 2019	évolution	évolution	BI 2020
		2017	CF17-CF18		2018	CF18-BI19		CF18-BI20	BI19-BI20	
Autorisations d'engagement (AE)	132 854 792 €	98,0%	0,7%	133 816 327 €	90,4%	20,6%	161 350 518 €	43,1%	18,7%	191 452 403 €
Crédits de paiement (CP)	132 912 421 €	96,7%	-0,7%	131 954 365 €	91,9%	16,3%	153 515 778 €	22,8%	5,5%	162 017 841 €
Reste à payer (AE-CP)	-57 629 €	3,1%	-3330,9%	1 861 962 €	41,1%	320,8%	7 834 740 €	1480,8%	275,7%	29 434 562 €
Encaissements	136 770 413 €	99,2%	2,7%	140 418 217 €	101,3%	5,4%	148 009 418 €	6,2%	0,7%	149 060 183 €
Solde budgétaire (encaissements - CP)	3 857 992 €	1108,7%	119,4%	8 463 852 €	-173,1%	-165,1%	-5 506 360 €	-253,1%	135,3%	-12 957 658 €

NB : les taux d'exécution des tableaux présentés dans ce rapport sont calculés au regard du budget initial (BI)

Le solde budgétaire pour 2020 à -12,9 M€ (- 5,5 M€ au BI 2019) s'explique par un montant de crédits de paiement (CP) de 162 M€ (+ 8,5 M€ par rapport au BI 2019 soit + 5,5 %) et une prévision d'encaissements de 149 M€ (+ 1 M€ par rapport au BI 2019 soit + 0,7 %).

Les autorisations d'engagement (AE) s'élèvent à 191,5 M€ (+ 18,7 % par rapport au BI 2019 ; + 43,1 % par rapport au CF 2018). Cette hausse, plus importante que pour les crédits de paiement, est liée au démarrage en 2020 des opérations relatives au Learning Center sur le campus Porte des Alpes.

La variation de la trésorerie est estimée à 13 M€. Le niveau final de trésorerie est estimé à 36,9 M€ (94,7 jours de fonctionnement, contre 129,3 en BI 2019 et 155 en compte financier 2019). Cet ajustement de la trésorerie vers un niveau plus proche de la préconisation ministérielle (30 jours environ) est lié mécaniquement au lancement de grands chantiers du plan pluriannuel d'investissement (PPI).

## 1.1.2. En droits constatés

L'analyse en droits constatés intègre des notions absentes de la comptabilité budgétaire. Elle permet notamment d'analyser l'évolution du résultat de l'établissement.

tableau 6	CF 2017	exécution	évolution	CF 2018	exécution	évolution	BI 2019	évolution	évolution	BI 2020
		2017	CF17-CF18		2018	CF 18-BI 19		CF 18-BI 20	BI19-BI 20	
Dépenses	139 575 017 €	97,0%	-0,1%	139 457 791 €	92,9%	15,0%	160 415 778 €	21,4%	5,5%	169 316 789 €
Recettes	138 512 720 €	98,2%	3,5%	143 371 364 €	101,0%	5,7%	151 589 418 €	6,4%	0,7%	152 602 771 €
Résultat	5 320 458 €	341,5%	-1,1%	5 260 671 €	570,9%	-87,2%	675 697 €	-99,9%	-99,2%	5 309 €
CAF	8 478 936 €	181,4%	3,8%	8 801 207 €	213,5%	-54,6%	3 995 697 €	-57,3%	-5,9%	3 761 669 €
FDR	35 858 824 €	133,8%	20,8%	43 312 933 €	163,7%	-12,7%	37 806 573 €	-42,6%	-34,3%	24 848 915 €
FDR (jours)	103	138,6%	17,8%	121	167,8%	-19,2%	98	-47,5%	-35,0%	64

(\*) Dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement

Le BI 2020 s'établit, en droits constatés à 169,3 M€ de dépenses (+ 9 M€ soit + 5,5 % par rapport au BI 2019). Cette variation s'explique par :

- Une augmentation des **dépenses de fonctionnement** (« charges de fonctionnement ») de 1,9 % (+ 0,5 M€) qui témoigne du souhait de l'établissement de consolider en 2020 l'effort en matière d'amélioration des conditions d'accueil des étudiants tout en modernisant les outils de travail des personnels de l'Université. Cette augmentation atteint + 20,1 % comparativement au compte financier 2018 ;

- Une augmentation des **dépenses de personnel** (« charges de personnel ») de 1,2 % (+ 1,4 M€) par rapport au BI 2019, qui atteint + 6,5 % (+ 7,4 M€) par rapport au compte financier 2018 ;

- Une augmentation des **dépenses d'investissement** (« emplois ») de 47,9 % (+ 7 M€ par rapport au BI 2019). Rapportée au compte financier 2018, l'augmentation atteint 497 % (+18 M€).

**Les recettes s'élèvent à 152,6 M€** (+ 1 M€, soit + 0,7 % par rapport au BI 2019) :

- 147,9 M€ pour les **recettes de fonctionnement** (« produits »), ce qui permet, malgré l'augmentation des dépenses, de garantir un **résultat à l'équilibre**. A cet égard, le BI 2020 témoigne de la volonté de l'établissement de piloter finement son résultat pour éviter la constitution, en fin d'exercice, de résultats excédentaires élevés (pour mémoire, 5,3 M€ au CF 2017 et 5,3 M€ au CF 2018). Ces résultats ont permis, de par le passé, de constituer à l'établissement une trésorerie suffisante

pour sécuriser le développement de sa politique patrimoniale (ex. Learning center). Le BI 2019, prévoyant un résultat de 0,7 M€, marque une première étape de cet ajustement stratégique de la trésorerie ;

- 4,7 M€ pour les **recettes d'investissement** (« ressources »), ce qui se traduit par un prélèvement sur le fonds de roulement de -12,9 M€. Comme expliqué au point précédent, les principaux financements des opérations pluriannuelles d'investissement interviendront au-delà de 2020. L'établissement a fait le choix, pour autant, de mobiliser sa trésorerie pour ne pas retarder la réalisation des opérations les plus importantes. Pour mémoire, les recettes d'investissement votées en BI 2019 s'établissent à 5 M€.

**Le niveau de fonds de roulement** est en diminution de 34 jours de fonctionnement par rapport au niveau voté en BI 2019. Il reste à un **très bon niveau à 63,6 jours, plus du double du niveau prudentiel fixé à 30 jours.**

## 1.2. Analyse des dépenses

Pour la deuxième année consécutive, le budget sera voté en AE différentes de CP, de façon à tenir compte de la logique des restes à payer.

### 1.2.1. En GBCP (encaissements et décaissements)

#### Autorisations d'engagements

tableau 2 (AE)	CF 2017	exécution	évolution	CF 2018	exécution	évolution	BI 2019	évolution	évolution	BI 2020
		2017	CF17-CF18		2018	CF 18-BI 19		CF 18-BI 20	BI 19-BI 20	
Personnel	111 841 190 €	98,5%	1,9%	113 946 196 €	99,2%	5,3%	119 933 985 €	6,5%	1,2%	121 378 253 €
Fonctionnement	14 609 368 €	88,5%	8,0%	15 775 221 €	92,5%	40,0%	22 079 736 €	32,9%	-5,0%	20 972 211 €
Investissement	6 404 234 €	85,5%	-36,1%	4 094 910 €	25,3%	372,2%	19 336 797 €	1099,1%	153,9%	49 101 939 €
<b>TOTAL</b>	<b>132 854 792 €</b>	<b>96,6%</b>	<b>0,7%</b>	<b>133 816 327 €</b>	<b>90,4%</b>	<b>20,6%</b>	<b>161 350 518 €</b>	<b>43,1%</b>	<b>18,7%</b>	<b>191 452 403 €</b>

**Le niveau global des autorisations d'engagement est en hausse de 18,7%** par rapport au BI 2019 et de 43,1% par rapport au CF 2018. Dans le détail :

- Les crédits de personnel augmentent de 1,2 % par rapport au BI 2019 et de 6,5 % par rapport au CF 2018 ;
- Les crédits de fonctionnement diminuent de 5 % par rapport au BI 2019 mais augmentent de 32,9 % comparativement au CF 2018 ;

- Les crédits d'investissement augmentent de 153,9 % par rapport au BI 2019 et de 1099 % par rapport au CF 2018.

## Crédits de paiement

tableau 2 (CP)	CF 2017	Exécution	évolution	CF 2018	exécution	évolution	BI 2019	évolution	évolution	BI 2020
		2017	CF17-CF18		2018	CF 18-BI 19		CF 18-BI 20	BI 19-BI 20	
Personnel	111 753 130 €	98,5%	1,9%	113 928 785 €	99,2%	5,3%	119 933 985 €	6,5%	1,2%	121 378 253 €
Fonctionnement	13 692 534 €	82,9%	3,4%	14 164 893 €	82,8%	34,7%	19 079 736 €	35,5%	0,6%	19 187 649 €
Investissement	7 466 757 €	99,7%	-48,3%	3 860 687 €	33,3%	275,6%	14 502 057 €	455,7%	47,9%	21 451 939 €
<b>TOTAL</b>	<b>132 912 421 €</b>	<b>96,7%</b>	<b>-0,7%</b>	<b>131 954 365 €</b>	<b>91,9%</b>	<b>16,3%</b>	<b>153 515 778 €</b>	<b>22,8%</b>	<b>5,5%</b>	<b>162 017 841 €</b>

Le niveau global des crédits de paiement est en hausse de 5,5 % par rapport au BI 2019 et de 22,8 % par rapport au CF 2018. Dans le détail de chaque masse:

- Les crédits de personnel augmentent de 1,2 % par rapport au BI 2019 et de 6,5 % par rapport au CF 2018 ;
- Les crédits de fonctionnement augmentent de 0,6 % par rapport au BI 2019 mais augmentent de 35,5 % par rapport au CF 2018 ;
- Les crédits d'investissement augmentent de 47,9 % par rapport au BI 2019 et de 455,7 % par rapport au CF 2018.

On notera par ailleurs que le budget initial pour l'année 2020 est proposé au vote du conseil d'administration en **AE différentes de CP** (comme il avait été procédé en 2019). Le tableau ci-dessous présente les écarts par masses.

Différence AE-CP	CF 2017	Exécution	évolution	CF 2018	exécution	évolution	BI 2019	évolution	évolution	BI 2020
		2017	CF17-CF18		2018	CF 18-BI 19		CF 18-BI 20	BI 19-BI 20	
Personnel	88 060 €	0,1%	-80,2%	17 411 €		-100,0%	0 €	-100,0%		0 €
Fonctionnement	916 834 €	5,6%	75,6%	1 610 328 €	-2527,6%	86,3%	3 000 000 €	10,8%	-40,5%	1 784 562 €
Investissement	-1 062 523 €	-14,2%	-122,0%	234 223 €	5,1%	1964,2%	4 834 740 €	11705,0%	471,9%	27 650 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>-57 629 €</b>	<b>0,0%</b>	<b>-3330,9%</b>	<b>1 861 962 €</b>	<b>41,1%</b>	<b>320,8%</b>	<b>7 834 740 €</b>	<b>1480,8%</b>	<b>275,7%</b>	<b>29 434 562 €</b>

S'il est habituel de budgéter les dépenses de personnel en AE = CP (les autorisations d'engagement étant presque systématiquement consommées simultanément de la consommation des crédits de paiement en la matière), il n'en va pas de même pour le fonctionnement ou l'investissement.

Ces deux masses sont, en effet, susceptibles de concerner des projets d'achats (marchés, opérations immobilières...) se déroulant sur plusieurs années. Une part plus importante d'autorisations d'engagement peut alors être engagée en année de lancement et ne générer des dépenses - couvertes par des crédits de paiement - qu'au cours de la ou des années suivantes.

Pour ce qui concerne l'année 2020, la différence notable concerne l'investissement, avec près de 28 M€ d'écart entre AE et CP. Cela correspond au lancement des principales opérations nécessaires à la réalisation du projet de Learning Center sur le campus de Porte des Alpes.

### 1.2.2. En droits constatés

Les principales différences entre les formats GBCP et les droits constatés sont les dépenses non budgétaires : les amortissements, dépréciations et provisions en fonctionnement (7,3 M€).

Par ailleurs, les dépenses liées au compte 633 (impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations à divers organismes au titre du versement de transport et d'allocations logement), inscrites en masse de personnel (CP) en comptabilité budgétaire, sont depuis le BR2 2018 inscrites en charges de fonctionnement (droits constatés) en comptabilité générale (1,5 M€).

	CF 2017	Exécution	évolution	CF 2018	exécution	évolution	BI 2019	évolution	évolution	BI 2020
		2017	CF17-CF18		2018	CF18-BI 19		CF18-BI 20	BI19-BI 20	
Personnel	111 378 285 €	98,1%	1,1%	112 588 046 €	98,0%	5,2%	118 470 790 €	6,5%	1,2%	119 897 438 €
Fonctionnement	20 587 095 €	90,1%	13,1%	23 279 340 €	98,6%	17,9%	27 442 931 €	20,1%	1,9%	27 967 412 €
Investissement	7 609 638 €	101,6%	-52,8%	3 590 405 €	30,9%	303,9%	14 502 057 €	497,5%	47,9%	21 451 939 €
<b>TOTAL</b>	<b>139 575 017 €</b>	<b>97,0%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>139 457 791 €</b>	<b>92,9%</b>	<b>15,0%</b>	<b>160 415 778 €</b>	<b>21,4%</b>	<b>5,5%</b>	<b>169 316 789 €</b>

Les dépenses de fonctionnement (CP) s'élèvent à 27,9 M€, soit une augmentation de 0,5 M€ par rapport au BI 2019 (+ 1,9 %).

Les dépenses d'investissement (CP) s'élèvent à 21,5 M€ soit une augmentation de 7 M€ par rapport au BI 2019.

Les dépenses de personnel (CP) s'élèvent à 119,9 M€ (+ 1,2 %, soit + 1,5 M€ comparativement au BI 2019).

Par ailleurs, les dépenses décaissables augmentent de 1,5 M€ (1,1 %) en un an.

## 1.3. Analyse des recettes

Le BI 2020 affiche des recettes globalisées en hausse permettant de financer les projets de l'établissement. Les recettes fléchées diminuent sans pour autant entraver la réalisation des projets d'investissement, financés au moyen de la trésorerie.

### 1.3.1. En GBCP (encaissements et décaissements)

RE	CF 2017	% exécution	évolution CF 17 - CF 18	CF 2018	% exécution	évolution CF 18-BI 19	BI 2019	évolution CF 18-BI 20	évolution BI 19-BI 20	BI 2020
Recettes globalisées	135 570 002 €	101,0%	2,0%	138 252 617 €	101,6%	2,2%	141 362 218 €	3,8%	1,6%	143 555 655 €
Recettes fléchées	1 200 411 €	33,3%	80,4%	2 165 600 €	81,7%	206,9%	6 647 198 €	154,2%	-17,2%	5 504 528 €
Total	136 770 413 €	99,2%	2,7%	140 418 217 €	101,3%	5,4%	148 009 416 €	6,2%	0,7%	149 060 183 €

Le montant estimé des recettes au titre de 2020 s'élève à 149 M€, en hausse de 1 M€, soit + 0,7 % par rapport au BI 2019 et + 6,2 % comparativement au compte financier 2018.

La Subvention pour Charges de Service Public (SCSP) à 119,9 M€ représente 80,4 % des recettes, soit une proportion stable par rapport au BI 2019 (80,6 % des recettes) mais en baisse relative par rapport au compte financier 2018 (84,3 %).

Les autres recettes de l'établissement sont composées des enveloppes suivantes :

- **Autres financements de l'Etat** : 0,6 M€ (dont 435 K€ de subventions de la DRAC pour le fonctionnement général du CFMI) ;
- **Autres financements publics** (ANR, Région, UE, ...) : 14,4 M€ (dont 4,7 M€ pour le financement du Learning Centre) ;
- **Autres recettes propres** (droits d'inscriptions et formation continue, valorisation, taxe d'apprentissage, ...) à 12,5 M€ correspondant à 8,7 % des recettes encaissables ;
- **Fiscalité affectée** : droits d'inscription et contribution à la vie étudiante et de campus -CVEC- à hauteur de 1,6 M€, en se basant sur une reconduction du régime mis en œuvre au titre de l'année 2018-2019.

Ainsi, sur les 29,2 M€ d'autres ressources de l'établissement en 2020, 4,7 M€ sont des recettes fléchées d'investissement de l'Etat et des collectivités pour le Learning Centre. 24,5 M€ sont des ressources propres, entendues comme l'ensemble des recettes encaissables hors SCSP. Telles que définies par le ministère, elles constituent l'ensemble des recettes générées par les activités de l'université.

### 1.3.2. En droits constatés

	CF 2017	Exécution	évolution	CF 2018	exécution	évolution	BI 2019	évolution	évolution	BI 2020
		2017	CF17-CF18		2018	CF18-BI19		CF18-BI20	BI19-BI20	
Recettes de fonctionnement	137 285 837 €	99,6%	2,8%	141 128 057 €	101,2%	3,9%	146 589 418 €	4,8%	0,9%	147 870 159 €
Recettes d'investissement	1 226 883 €	38,8%	82,8%	2 243 307 €	86,6%	122,9%	5 000 000 €	111,0%	-5,3%	4 732 612 €
<b>TOTAL</b>	<b>138 512 720 €</b>	<b>98,2%</b>	<b>3,5%</b>	<b>143 371 364 €</b>	<b>101,0%</b>	<b>5,7%</b>	<b>151 589 418 €</b>	<b>6,4%</b>	<b>0,7%</b>	<b>152 602 771 €</b>

Les **recettes 2020 en droits constatés s'élèvent à 152,6 M€** et sont supérieures de 0,7 % à celles inscrites au BI 2019 (+ 6,4 % comparativement au CF 2018). Cette augmentation de 1 M€ se décompose comme suit : + 1,3 M€ de recettes de fonctionnement et - 0,3 M€ de recettes d'investissement.

Les **recettes de fonctionnement** (« produits ») sont en augmentation de 0,9 % par rapport au BI 2019. Cette évolution provient de la SCSP (+ 0,5 M€) et des ressources propres liées au développement de projets de l'établissement (+ 0,5 M€).

Les **recettes d'investissement de 4,7 M€** (partie des « ressources » ; - 0,3 M€ comparativement au BI 2019) sont consacrées au financement du bâtiment Learning Center.

La différence entre les recettes en droits constatés et les encaissements s'élève à 3,6 M€. Cela correspond à la quote-part des subventions d'investissement (neutralisation de l'amortissement) qui ne sont pas des opérations budgétaires. Par conséquent, elles ne sont pas retracées dans les encaissements. L'autre variable réside dans le décalage entre les encaissements et les recettes en droits constatés.

## 2. Analyse financière

### 2.1. Indicateurs financiers et ratios

La situation financière de l'établissement est solide, dans la mesure où la trésorerie et le fonds de roulement demeurent à des niveaux confortables.

#### 2.1.1. Synthèse des principaux indicateurs

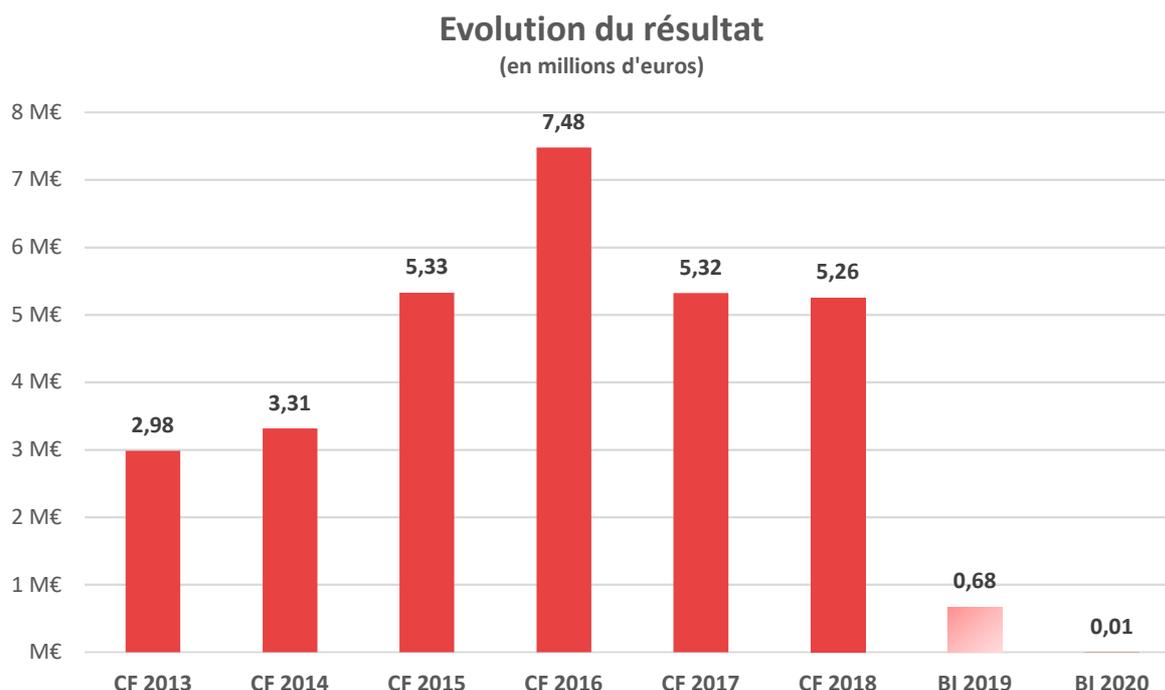
indicateur	mesure	seuil de vigilance seuil d'alerte	CF 2016	CF 2017	CF 2018	BI 2019	BI 2020
<b>Equilibre financier</b>							
Résultat net comptable (en M€)	comptes classe 7 - comptes classe 6	alerte < 0	7,5	5,3	5,3	0,7	<b>0,0</b>
Capacité d'autofinancement (CAF) (en M€)	produits encaissables - charges décaissables	alerte < 0	9,6	8,5	8,8	4,0	<b>3,8</b>
CAF / Produits encaissables (en %)	CAF / Produits donnant lieu à un encaissement et à une variation de trésorerie	alerte < 0,5 < vigilance < 1	7,2	6,3	6,4	2,8	<b>2,6</b>
<b>Cycle d'exploitation</b>							
Fonds de roulement net global (en M€)	ressources stables - emplois stables	alerte < 0	33,8	35,9	43,3	37,8	<b>24,8</b>
Fonds de roulement en jours de charges décaissables	(FdR / charges décaissables) X 360	alerte < 25 < vigilance < 30	98,4	102,9	121,1	97,9	<b>63,6</b>
Besoin en fonds de roulement (en M€)	Actif circulant – Dettes circulantes		-9,2	-10,5	-12,1	-12,1	<b>-12,1</b>
Trésorerie (en M€)		alerte < 0	42,9	46,4	55,4	49,9	<b>37,0</b>
Trésorerie en jours de charges décaissables	(Trésorerie / Charges décaissables) X 360	alerte < 25 < vigilance < 30	125,0	133,1	155,0	129,3	<b>94,7</b>
<b>Financement de l'activité</b>							
Charges décaissables / Produits encaissables (en %)	(Charges – Charges non décaissables) / Produits encaissables	98 < vigilance < 100 < alerte	92,8	93,7	93,6	97,2	<b>97,4</b>
Taux de rémunération des permanents (en %)	Masse salariale permanents (titulaires + CDI) / Total Masse salariale	83 < vigilance < 85 < alerte	79,7	80,5	81,1	81,0	<b>80,7</b>
Dépenses de personnel / Produits encaissables (en %)	Total masse salariale * / Produits encaissables *comptes 633 exclus depuis BR2 18	82 < vigilance < 83 < alerte	82,0	83,1	81,9 82,9	82,8 83,9	<b>83,1 84,1</b>
Ressources propres / Produits encaissables (en %)	Ressources propres (produits encaissables hors SCSP) / Produits encaissables	alerte < 13 < vigilance < 15	14,8	12,9	13,9	16,6	<b>17,0</b>
<b>Autofinancement des investissements</b>							
CAF / Acquisitions d'immobilisations (en %)	CAF / Dépenses d'investissement	alerte < 20 < vigilance < 30	79,5	111,4	245,1	27,6	<b>17,5</b>
<b>Indicateurs GBCP</b>							
Solde budgétaire (M€)	encaissements - crédits de paiement		4,4	3,9	8,5	-5,5	<b>-13,0</b>

NB: les données du cycle d'exploitation pour le BI 2019 sont actualisées avec les données du CF 2018

## 2.1.2. Le résultat net comptable

- **Le résultat net comptable** correspond au bénéfice ou au déficit de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

**Calcul :** Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) - Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)



Le résultat prévisionnel pour 2020 s'élève à 0,01 M€. Il est en forte diminution par rapport aux années antérieures réalisées (- 4,5 M€ comparativement au CF 2018). Ceci s'explique par une augmentation plus importante des dépenses de fonctionnement et de personnel (+ 8,8 %, + 12 M€) que celle des recettes de fonctionnement (+ 4,8 %, + 6,7 M€).

Si ce résultat prévisionnel est à nuancer au regard des projections antérieures et des résultats réalisés, il illustre surtout la volonté stratégique de réaliser pleinement les projets.

Cet indicateur, constamment positif, se situe au-delà du seuil d'alerte minimum que le ministère fixe à 0.

## 2.1.3. La capacité d'autofinancement (CAF)

- **La capacité d'autofinancement (CAF)** correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins. Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses

propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.

**Calcul (méthode additive) :**

Résultat Net Comptable

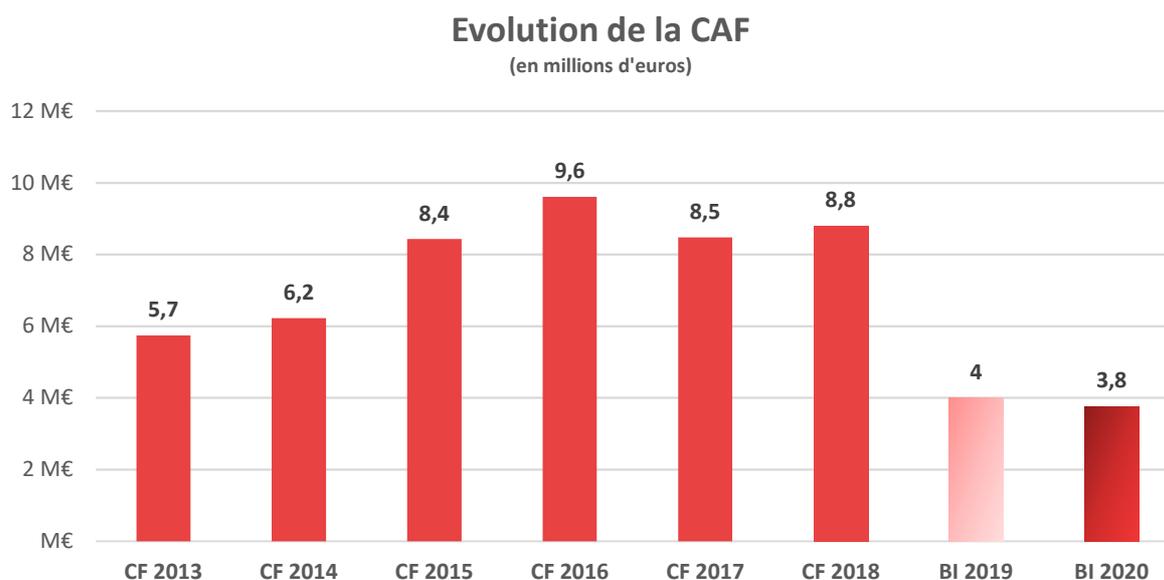
+ Charges calculées (amortissements et provisions)

- Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements)

+ Valeur Nette Comptable d'éléments d'Actif Cédés

- Produits de Cession d'éléments d'Actif

- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice



La CAF prévue au BI 2020 s'élève à 3,76 M€ et est légèrement inférieure à celle affichée au BI 2019 (3,99 M€).

Le solde des opérations non décaissables (amortissements et provision) est stable à plus de 3 M€ depuis 2017. Ainsi, la forte variation négative par rapport aux années antérieures (- 57 %, - 5 M€ par rapport au CF 2018) s'explique par la baisse conséquente du résultat prévisionnel (- 5,2 M€).

Cet indicateur constamment positif se situe au-delà du seuil d'alerte minimum que le ministère fixe à 0. Une diminution de la CAF sur la durée aurait pour conséquence de limiter la capacité d'investir et/ou une diminution du fonds de roulement.

Le ratio CAF / produits encaissables à 2,6 %, supérieur au seuil de vigilance du ministère fixé à 1 %, traduit une capacité d'autofinancement constante (2,8 % au BI 2019 et 6,4 % au CF 2018).

#### 2.1.4. Le fonds de roulement (FdR)

- *Le fonds de roulement* constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement appelés autrement besoins en fonds de roulement.

En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagés au cours du temps.

Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

*Calcul* = Ressources stables (capitaux propres et provisions) - Actifs stables (actif immobilisé)

*Calcul (exprimé en jours de fonctionnement)* = (FdR / Charges décaissables) X 360

Avec un prélèvement de 12,9 M€ prévu au BI 2020, le niveau de fonds de roulement à fin 2020 s'élève à 24,8 M€, soit 64 jours de charges de fonctionnement décaissables. Ce calcul est réalisé sur la base du niveau de fonds de roulement prévisionnel à fin 2019 réactualisé lors du CF 2018. Ce niveau sera à réévaluer en fonction de la réalisation de l'exercice 2019.

Le fonds de roulement est fortement mobilisé à partir de 2019 en raison des différents projets inscrits au Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI), notamment en matière immobilière (Learning Centre et autres opérations conduites par l'Université Lyon 2 sur ses fonds propres).

L'indicateur se situe largement au-delà du seuil de vigilance que le ministère fixe à 30 jours.

#### 2.1.5. L'autofinancement de l'investissement

- *Ratio indiquant le pourcentage de dépenses d'investissement couvertes par la capacité d'autofinancement*

*Calcul* : CAF / dépenses d'investissement

Avec un taux prévisionnel d'autofinancement de l'investissement à 17,5 %, l'Université Lumière Lyon 2 se situe en dessous du seuil d'alerte que le ministère fixe à 20 % (seuil de vigilance à 30 %).

Ce taux s'élevait à 27,6 % au BI 2019, cette baisse traduit une projection de perte d'autonomie pour l'élaboration de notre stratégie d'investissement.

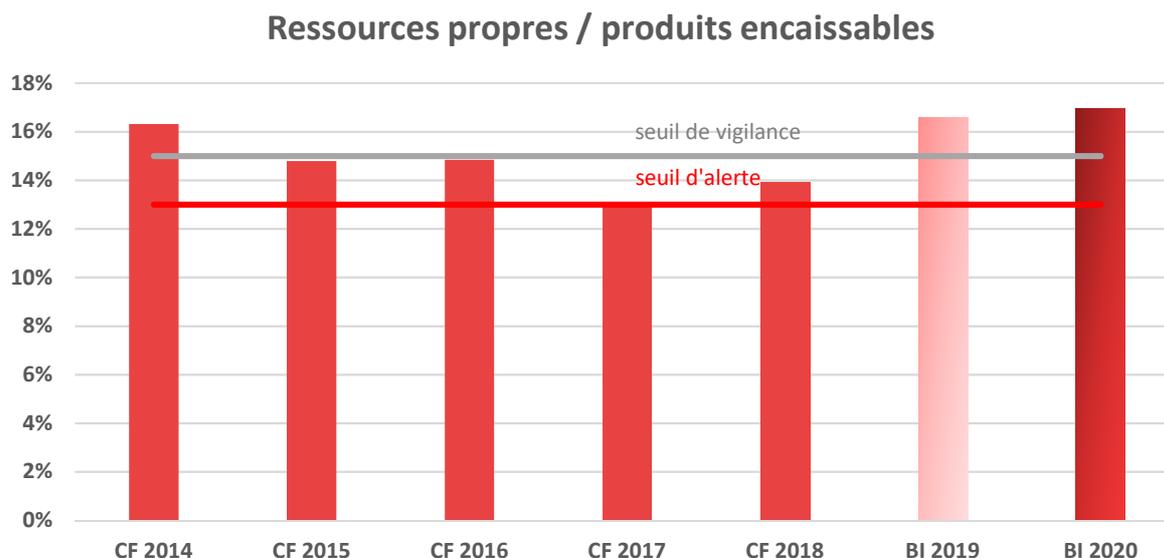
Ce constat traduit la volonté stratégique d'investissement fort pour l'année 2020, par autofinancement, après plusieurs années d'investissement moindre (taux à 79,5 % au CF 2015, 111,4 % au CF 2016, 245,1 % au CF 2018)

L'autofinancement et les recettes d'investissement ne couvrent pas l'intégralité des dépenses d'investissement. En conséquence, le BI 2020 propose un prélèvement sur fonds de roulement à hauteur de 12,9 M€.

## 2.1.6. La part des ressources propres

- *Le ratio ressources propres / produits encaissables exprime le degré de dépendance de l'établissement à la subvention pour charges de service public versée par l'Etat. Les ressources propres de l'établissement correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors subvention pour charge de service public et sont composées des recettes propres de formation, de recherche et d'autres ressources propres.*

*Calcul : Ressources Propres / Produits encaissables*



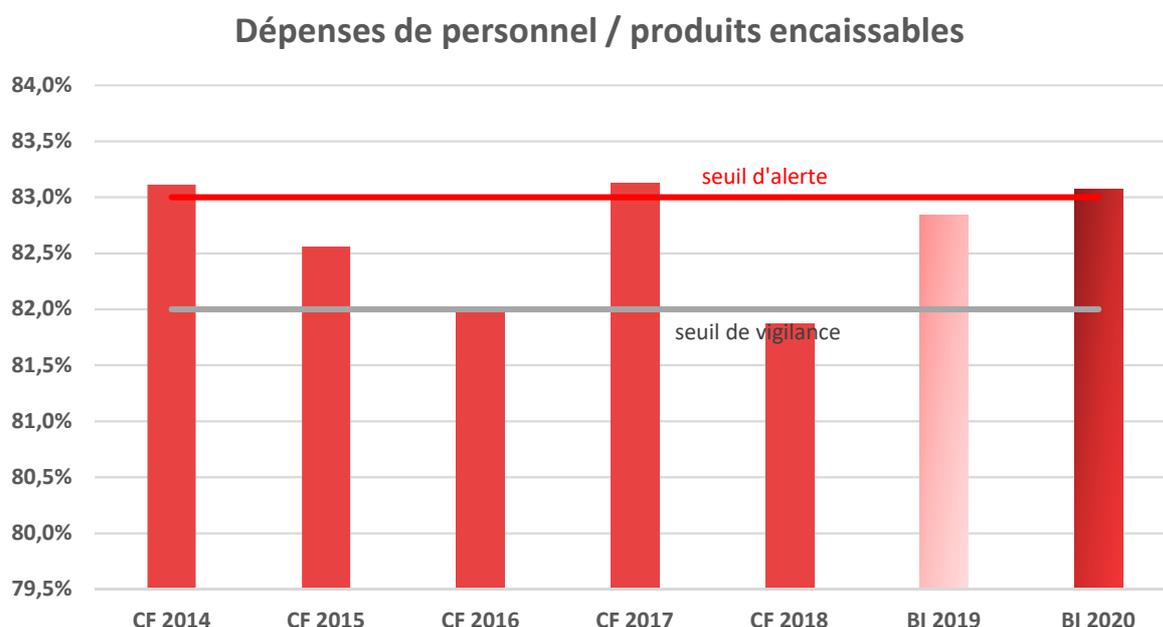
Pour le BI 2020, les ressources propres représentent 17 % des produits encaissables, soit au-dessus de seuil de vigilance fixé à 15 % (seuil d'alerte à 13 %). Ce taux, en augmentation par rapport au CF 2018 (13,9 %) et au BI 2019 (16,6 %), matérialise la stratégie politique de développement des ressources propres de l'Université.

### 2.1.7. Le taux de rigidité des dépenses

- *Ce taux de saturation mesure le poids des charges les plus rigides difficilement compressibles (dépenses de personnel inscrites au tableau 6) par rapport aux recettes encaissables.*

*Dans le cadre des responsabilités et compétences élargies, ce ratio de rigidité a une dimension essentielle puisqu'il évalue les marges de manœuvre. Le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que son évolution, sont significatifs. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marge de manœuvre.*

*Calcul : dépenses de personnel / produits encaissables*



**Le ratio dépenses de personnel / produits encaissables s'élève à 83,1 % au BI 2020.** Afin de permettre l'analyse pluriannuelle, en réintégrant les dépenses du compte 633 (transférées en fonctionnement depuis le BR2 2018), ce taux serait à 84,1% pour 2020 (82,9 % pour le CF 2018 et 83,9 % au titre du BI 2019). Il constitue ainsi un **élément de vigilance fort** du fait de la tendance à la hausse constatée.

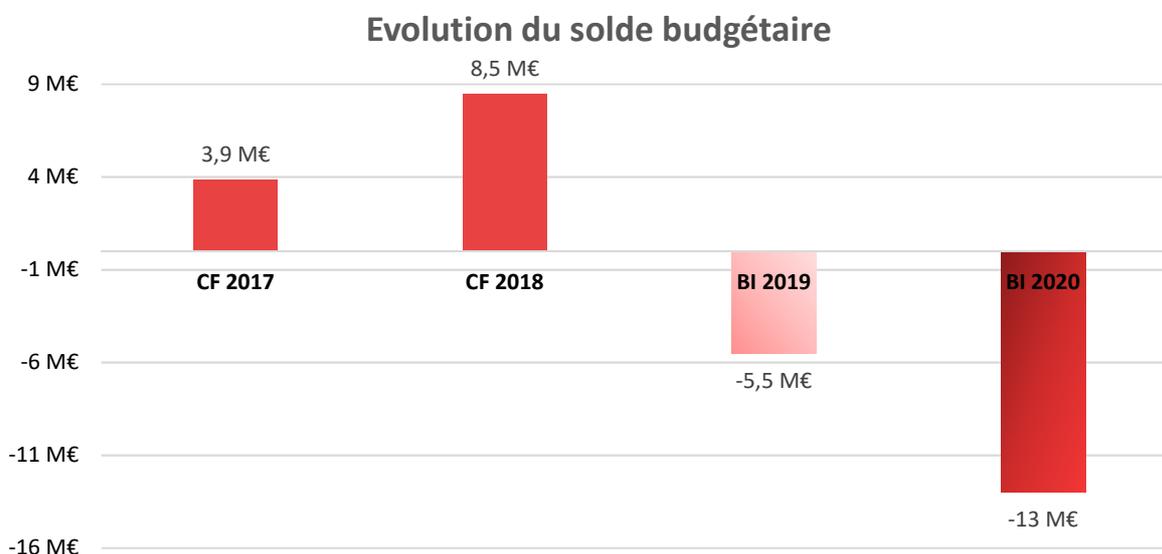
Ceci s'explique par une augmentation plus forte de la masse salariale (+ 6,5 %) que des produits encaissables (+ 5 %) entre 2018 et la projection 2020.

Cependant, **l'écart significatif observé lors des réalisations 2017 (- 1,2 points) et 2018 (- 1,5 points)** comparativement aux taux affichés aux budgets, permet de relativiser la projection au BI 2020.

### 2.1.8. L'évolution du solde budgétaire

- Le *solde budgétaire* correspond à la différence entre les recettes encaissées (RE) et les crédits de paiements (CP).

*Calcul* : encaissements - crédits de paiements



**Le solde budgétaire est négatif : -12,96 M€.** Cela se traduit par un prélèvement sur fonds de roulement, d'un montant similaire, afin de financer l'investissement.

Les soldes budgétaires prévisionnels en 2019 et 2020, sont fortement impactés par les projets pluriannuels d'investissement (PPI) : l'investissement 2020 représente ainsi 13,2 % de l'ensemble des CP (2,9 % au CF 2018 à titre de comparaison).

### 2.1.9. L'évolution de la trésorerie

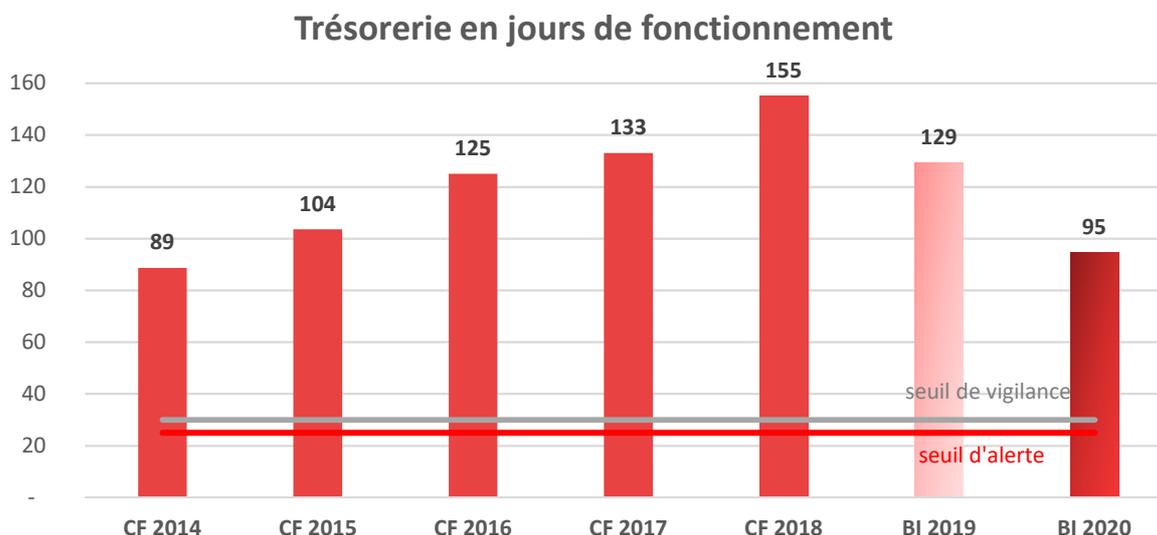
- Il s'agit des liquidités dont l'établissement dispose quoiqu'il arrive et quasi immédiatement. En terme comptable, la *trésorerie* est la différence entre le fonds de roulement de la structure et son besoin en fonds de roulement.

**Le BI 2020 affiche un prélèvement sur la trésorerie de 12,9 M€, ce qui porte le niveau de la trésorerie à fin 2020 à 36,9 M€.** Ce montant est calculé sur la base du niveau prévisionnel de trésorerie à fin 2019, actualisé lors du CF 2018. Ce montant devra être ajusté en corrélation avec les éléments du compte financier 2019.

Au regard du tableau n°4 d'équilibre financier, ce prélèvement s'explique intégralement par le solde budgétaire (-12,9 M€). Il n'est pas projeté au BI 2020 de décalage entre les encaissements et les décaissements liés aux opérations pour comptes de tiers (voir tableau n°5 des opérations pour comptes de tiers).

## L'expression de la trésorerie en nombre de jours de dépenses décaissables

- La **trésorerie** est évaluée à sa capacité à répondre à un besoin de financement mesuré en jours de dépenses décaissables de fonctionnement. Une dégradation de cet indicateur pourrait conduire l'établissement à ne plus être en mesure de répondre à ses obligations.  
*Calcul : (Trésorerie/Charges décaissables) X 360*



Au BI 2020, le niveau de la trésorerie à 36,9 M€ correspond à 95 jours de fonctionnement. Cet indicateur est très positif au regard des seuils de vigilance (30 jours) et d'alerte (25 jours) fixés par le ministère.

Cet indicateur est en légère baisse par rapport aux années précédentes du fait de l'investissement conséquent prévu en 2020, financé en partie par l'établissement avec un prélèvement sur fonds de roulement.

En perspective des niveaux prévisionnels de la trésorerie et du fonds de roulement, le niveau du besoin en fonds de roulement (BFR) (différence entre le niveau de la trésorerie et le niveau de fonds de roulement) s'élève à -12,1 M€. Par ailleurs, la variation du BFR (différence dans le bilan entre les créances et les dettes d'exploitation) s'élève à 0 M€.

La situation financière de l'établissement est solide, dans la mesure où la trésorerie et le fonds de roulement demeurent à des niveaux confortables. Cela permet à l'université de poursuivre les projets de rénovation et de remise à niveau de ses infrastructures immobilières et numériques. Le projet immobilier Learning Centre, notamment, génère en 2020 et sur les prochaines années, un prélèvement sur le fonds de roulement et impacte la trésorerie comme indiqué dans le tableau 9bis des opérations immobilières.

## 2.2. Comptabilité budgétaire (GBCP)

Le BI 2020 constitue l'aboutissement d'une stratégie ambitieuse de développement de l'établissement (+ 23% de CP par rapport au réalisé 2018)

### 2.2.1. Principaux chiffres

- **Autorisation d'engagement (AE)** : constitue le plafond voté par l'organe délibérant et qui détermine la capacité pour l'ordonnateur à engager juridiquement l'organisme sur l'exercice. Elle constitue le point d'entrée de la dépense et permet le pilotage des crédits de paiement.
- Crédit de paiement (CP)** : constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être décaissées sur l'exercice.

tableau 2	CF 2017	exécution	évolution	CF 2018	exécution	évolution	BI 2019	évolution	Evolution	BI 2020
		2017	CF17-CF18		2018	CF18-BI19		CF18-BI20	BI19-BI20	
Autorisations d'engagement (AE)	132 854 792 €	98,0%	0,7%	133 816 327 €	90,4%	20,6%	161 350 518 €	43,1%	18,7%	191 452 403 €
Crédits de paiement (CP)	132 912 421 €	96,7%	-0,7%	131 954 365 €	91,9%	16,3%	153 515 778 €	22,8%	5,5%	162 017 841 €
Reste à payer (AE-CP)	-57 629 €	3,1%	-3330,9%	1 861 962 €	41,1%	320,8%	7 834 740 €	1480,8%	275,7%	29 434 562 €
Encaissements	136 770 413 €	99,2%	2,7%	140 418 217 €	101,3%	5,4%	148 009 418 €	6,2%	0,7%	149 060 183 €
Solde budgétaire (encaissements - CP)	3 857 992 €	1108,7%	119,4%	8 463 852 €	-173,1%	-165,1%	-5 506 360 €	-253,1%	135,3%	-12 957 658 €

Les autorisations d'engagement (AE) inscrites au BI 2020 s'élèvent à 191,5 M€ et sont en augmentation de 18,7 % par rapport au BI 2019 (+ 30,1 M€).

Cette forte évolution s'explique par une augmentation de consommation d'AE au titre des dépenses d'investissement (+ 29,8 M€ ; + 153,9 %) et une augmentation des dépenses de personnel (+ 1,4 M€ ; + 1,2 %), légèrement compensée par une diminution des crédits de fonctionnement plus conforme aux capacités d'engagement (- 1,1 M€ ; - 5 %). En effet, le niveau d'AE réellement engagées pour des dépenses de fonctionnement n'atteint que rarement le plafond des autorisations votées en BI. Le BI 2020 est porteur, à ce titre, d'une volonté d'alignement des crédits votés avec les besoins de l'établissement.

Les « restes à payer », qui mesurent l'écart entre les AE et les CP, s'élèvent à 29,4 M€, dont 27,6 M€ au titre de l'investissement et 1,8 M€ au titre du fonctionnement.

Les **crédits de paiements (CP)** s'élèvent à 162 M€ et sont en hausse de 8,5 M€, soit + 5,5 % par rapport au BI 2019 : + 1,4 M€ de masse salariale, + 0,1 M€ de fonctionnement, + 7 M€ d'investissement.

### 2.2.2. Recettes globalisées et recettes fléchées

- Les recettes, qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée, sont **globalisées** par principe. A titre d'exception, les recettes **fléchées** permettent de suivre précisément les opérations.

RE	CF 2017	% exécution	évolution CF 17 - CF 18	CF 2018	% exécution	évolution CF 18-BI 19	BI 2019	évolution CF 18-BI 20	évolution BI 19-BI 20	BI 2020
Recettes globalisées	135 570 002 €	101,0%	2,0%	138 252 617 €	101,6%	2,2%	141 362 218 €	3,8%	1,6%	143 555 655 €
Recettes fléchées	1 200 411 €	33,3%	80,4%	2 165 600 €	81,7%	206,9%	6 647 198 €	154,2%	-17,2%	5 504 528 €
Total	136 770 413 €	99,2%	2,7%	140 418 217 €	101,3%	5,4%	148 009 416 €	6,2%	0,7%	149 060 183 €

Les **recettes à l'encaissement (RE)** s'élèvent au BI 2020 à 149 M€ et sont en augmentation de 1 M€ par rapport au BI 2019.

Le **fléchage de certaines recettes** relève du choix de l'établissement. Le principal intérêt est de mettre en évidence, dans l'analyse de la trésorerie, l'impact de certaines opérations significatives et soumises à des aléas susceptibles d'expliquer d'importantes variations de trésorerie.

A ce titre, il a été choisi de suivre en 2020:

- Une opération d'investissement : le Learning Centre (4,7 K€) ;
- Les conventions pluriannuelles présentant des montants globaux importants (Convention SHYFT pour 381 K€ au titre de 2020, ERASMUS + Sunspace pour 347 K€ et ANR ENSOM pour 43 K€, convention en voie de conclusion).

Par différence, le reste des recettes est considéré comme globalisé.

Les **recettes globalisées** représentent 96,3 % des recettes totales et augmentent de 2,2 M€ par rapport au BI 2019 :

- Stabilité de la SCSP à + 0,47 % (+ 0,5 M€);
- Diminution de 100 K€ d'autres financements de l'Etat ;
- Augmentation de 1,6 M€ de la fiscalité affectée de la contribution à la vie étudiante et de campus (CVEC) au titre de la rentrée 2019-2020, conformément au régime constaté en cours d'année universitaire 2018-2019;
- Augmentation de 400 K€ des autres financements publics ;
- Diminution de 300 K€ des autres recettes propres.

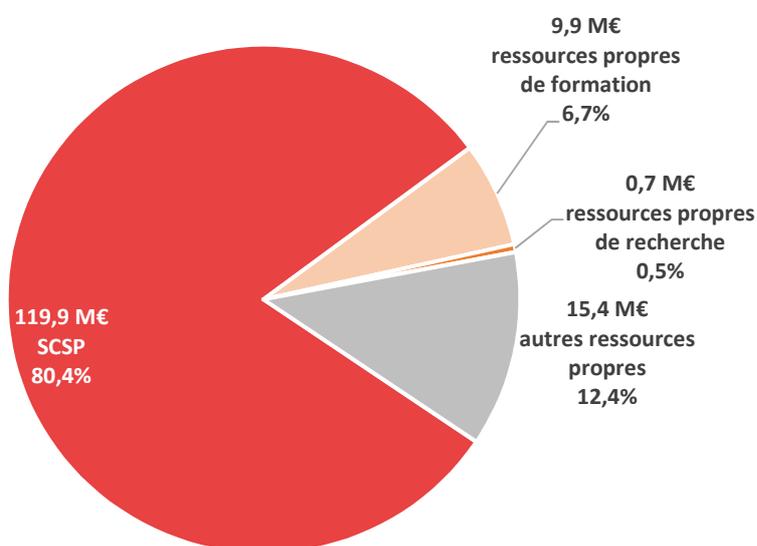
Les **recettes fléchées** représentent 3,7 % des recettes totales et diminuent de 1,1 M€ par rapport au BI 2019 : 1 M€ d'augmentation au titre des autres financements de l'Etat et 2,1 M€ de diminution au titre d'autres financements publics. Cette

diminution d'un BI à l'autre reflète les calendriers prévisionnels d'appels de fonds des différents financeurs du Learning Center, appels de fonds dont les montants peuvent différer d'une année à l'autre. Pour autant, l'établissement fait le choix de garantir le rythme d'exécution du projet en sollicitant sa trésorerie pour financer l'investissement sur opérations fléchées.

L'**investissement fléché** au BI 2020 pour le programme immobilier Learning Centre est financé à 3 M€ par l'Etat, 1,1 M€ par la Région et 0,6 M€ par la Métropole.

### 2.2.3. Recettes à l'encaissement par origine

Répartition des recettes budgétaires BI20



Comparativement au BI 2019 :

- Les **financements Région** à **2,1 M€** (dont 1,1 M€ d'investissement lié au Learning Center) augmentent de 700 K€ ;
- Les **recettes de l'UE** sont croissantes (+ 900 K€) ;
- La rubrique **autres subventions** à **9,3 M€** est en diminution (- 0,2 M€) avec un financement de l'investissement fléché à hauteur de 0,6 M€ par la Métropole et de 2,9 M€ par l'Etat (projet Learning Center) ;
- Les **financements ANR** diminuent de 150 K€ ;
- Les **autres recettes encaissables** à 10 M€ sont en légère diminution (- 800 K€). Elles englobent les droits d'inscription (4,1 M€), la formation continue (5,2 M€), la taxe d'apprentissage (586 K€), les contrats de prestations et prestations de recherche hors ANR (66 K€) et les recettes de valorisation (6 K€) ;
- Les **autres recettes**, qui intègrent notamment les recettes de mise à disposition de personnels, les refacturations diverses de frais d'infrastructure ou les recettes de colloques ainsi que le reversement de la CVEC sont en progression de 2 M€.

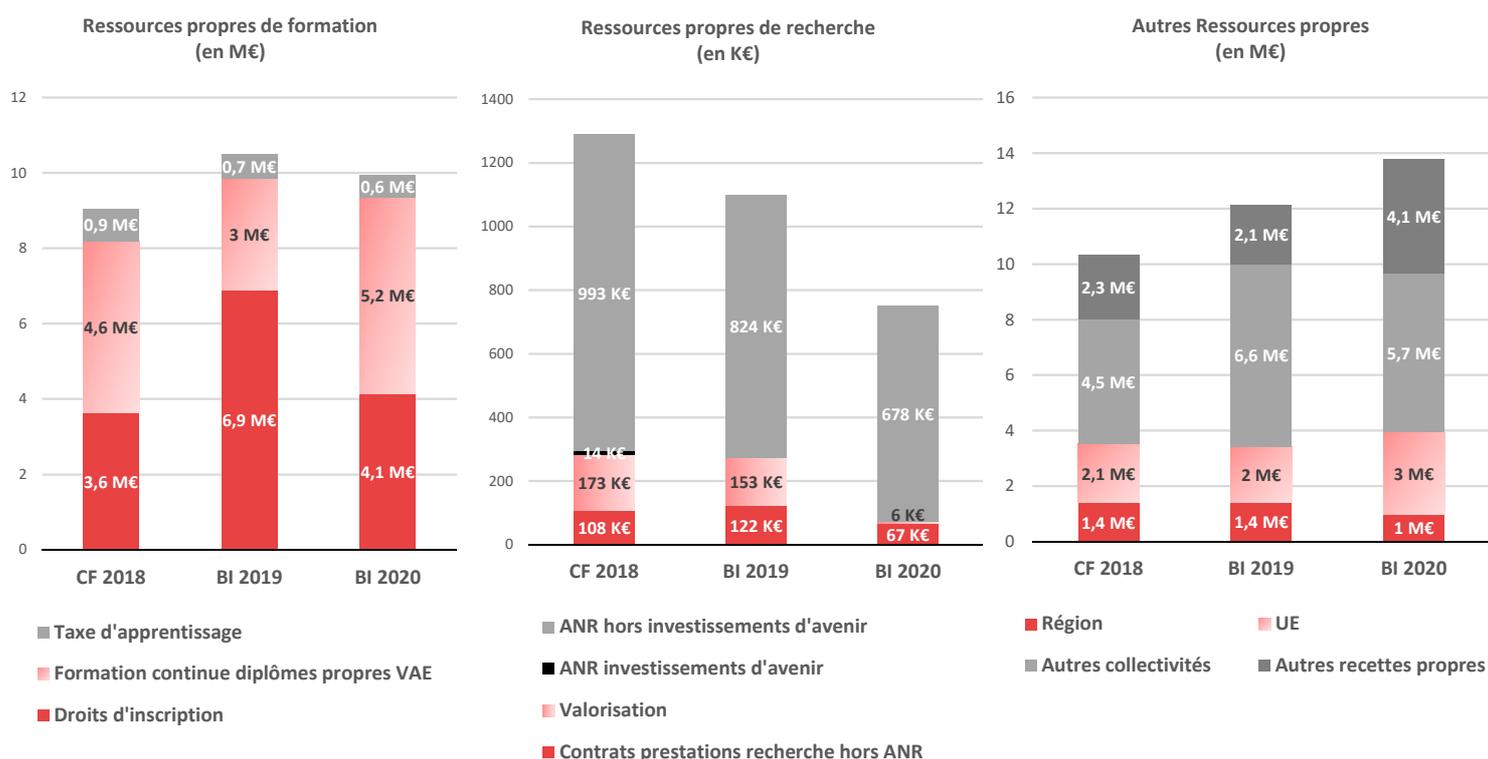
## 2.2.4. Recettes propres de l'établissement

Telles que définies par le ministère, les ressources propres de l'établissement correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors SCSP. Les subventions d'investissement (4,7 M€) sont des ressources et non des produits au sens comptable du terme. A ce titre, elles ne sont pas prises en compte dans la présente partie.

Le total des ressources propres s'élève à 24,5 M€ (+ 730 K€ par rapport au BI 2019).

Suivant la méthodologie du ministère, les ressources propres de l'établissement se décomposent de la manière suivante :

- Ressources formation à 9,9 M€ (40,6 % du total des ressources propres ; - 560 K€ comparativement au BI 2019) ;
- Ressources recherche à 0,7 M€ (3,1 % du total ; - 350 K€) ;
- Autres ressources propres à 13,8 M€ (56,3 % du total ; + 1,6 M€).



Ainsi, sur les 13,8 M€ d'autres ressources propres :

- 4,1 M€ concernent les « autres recettes propres », dont 1,6 M€ attendus au titre de la CVEC, 0,9 M€ de produits divers de gestion courante (notamment des conventions de partenariats de composantes avec des partenaires

extérieurs), 0,5 M€ de mise à disposition de personnels facturée auprès de structures extérieures et 0,85 M€ de prestations de services et d'activités annexes (recettes du service de santé universitaire mis en place en octobre 2019, locations d'infrastructures de l'établissement à des partenaires extérieurs...);

- 5,7 M€ concernent les recettes des « autres collectivités » dont 0,4 M€ de subvention DRAC pour le fonctionnement général du CFMI, 0,6 M€ au titre de l'ENS... ;
- 3 M€ concernent les recettes en provenance de l'Union Européenne, parmi lesquelles 0,6 M€ au titre de la mobilité intra-européenne, 0,4 M€ au titre de la mobilité internationale de crédits (ERASMUS +), 0,4 M€ au titre de conventions internationales mises en œuvre par la DRI... ;
- 1 M€ au titre de recettes de subventions de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, dont 0,5 M€ au titre du COMESUP.

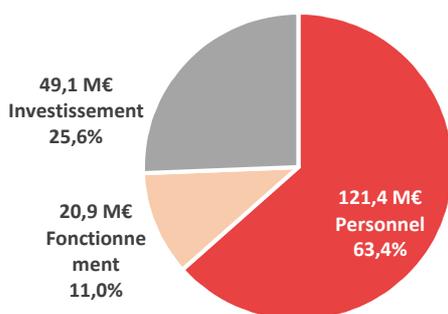
### 2.2.5. Dépenses en GBCP

tableau 2 (CP)	CF 2017	exécution	évolution	CF 2018	exécution	évolution	BI 2019	évolution	évolution	BI 2020
		2017	CF17-CF18		2018	CF 18-BI 19		CF 18-BI 20	BI 19-BI 20	
Personnel	111 753 130 €	98,5%	1,9%	113 928 785 €	99,2%	5,3%	119 933 985 €	6,5%	1,2%	121 378 253 €
Fonctionnement	13 692 534 €	82,9%	3,4%	14 164 893 €	82,8%	34,7%	19 079 736 €	35,5%	0,6%	19 187 649 €
Investissement	7 466 757 €	99,7%	-48,3%	3 860 687 €	33,3%	275,6%	14 502 057 €	455,7%	47,9%	21 451 939 €
<b>TOTAL</b>	<b>132 912 421 €</b>	<b>96,7%</b>	<b>-0,7%</b>	<b>131 954 365 €</b>	<b>91,9%</b>	<b>16,3%</b>	<b>153 515 778 €</b>	<b>22,8%</b>	<b>5,5%</b>	<b>162 017 841 €</b>

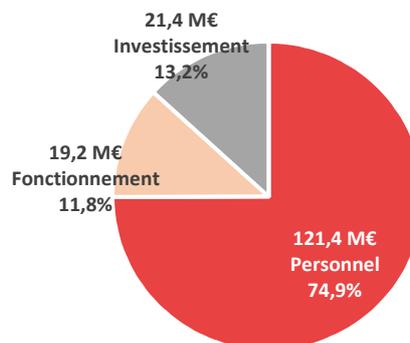
Les 162 M€ de crédits de paiements (CP) inscrits au BI 2020 se décomposent comme suit :

- 121,3 M€ de masse salariale (+ 1,2 % comparativement au BI 2019) ;
- 19,2 M€ de fonctionnement (+ 0,6 %) ;
- 21,45 M€ d'investissement (+ 47,9 %).

Répartition des AE du BI 2020



Répartition des CP du BI 2020



Les **dépenses de fonctionnement** représentent 11 % du montant total des AE et 11,8 % des CP ; cela est lié à la budgétisation en AE supérieures aux CP.

Les **dépenses de masse salariale** augmentent de 1,4 M€ par rapport au BI 2019 et 7,5 M€ par rapport au CF 2018. Cette tendance sera détaillée au point 2.2.8.

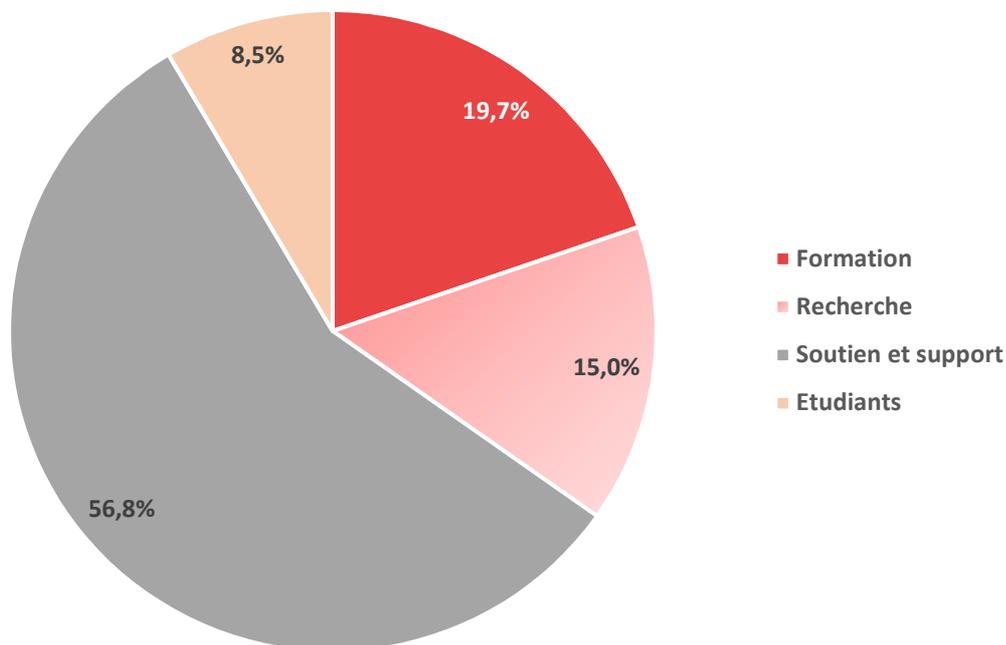
Les **dépenses de fonctionnement** augmentent au total de 100 K€ en un an, du fait de deux évolutions en sens contraires : augmentation des dépenses au profit de la vie étudiantes (+ 550 K€ par rapport au BI 2019), augmentation des activités de soutien et support (+ 350 K€), augmentation des dépenses liées à la formation initiale et continue (+ 200 K€) et diminution de 1 M€ des crédits recherche, notamment pour budgétiser au plus près des rythmes de dépense constatés au cours des années précédentes pour les conventions recherche.

Les **dépenses d'investissement** s'élèvent à 21,5 M€, soit 6,9 M€ d'augmentation par rapport au BI 2019. Comme déjà précisé, ces dépenses concernent majoritairement le domaine immobilier (17,6 M€, essentiellement pour le Learning Center), le domaine informatique (2 M€) et la recherche (0,5 M€).

Les dépenses d'investissement sont couvertes par les ressources propres de l'établissement à hauteur de 12,9 M€ et par 4,7 M€ de financements publics (Etat, Région, Métropole).

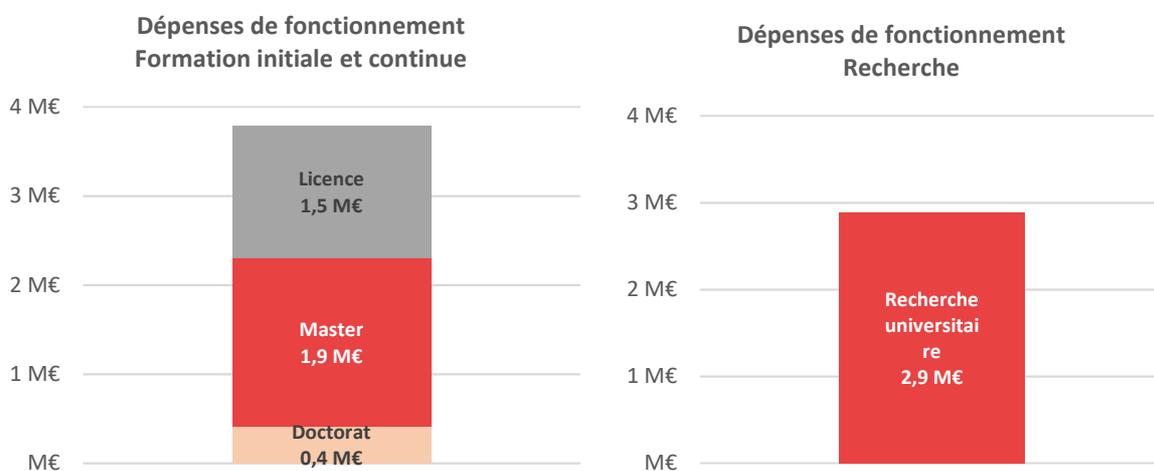
L'établissement poursuit ainsi les investissements financés sur ses moyens propres. Ces investissements sont destinés aux travaux pour les locaux de l'Université dans son ensemble. Des crédits sont également affectés pour les équipements de recherche et d'enseignement, ainsi que les infrastructures informatiques et audiovisuelles.

## 2.2.6. Dépenses de fonctionnement par destination

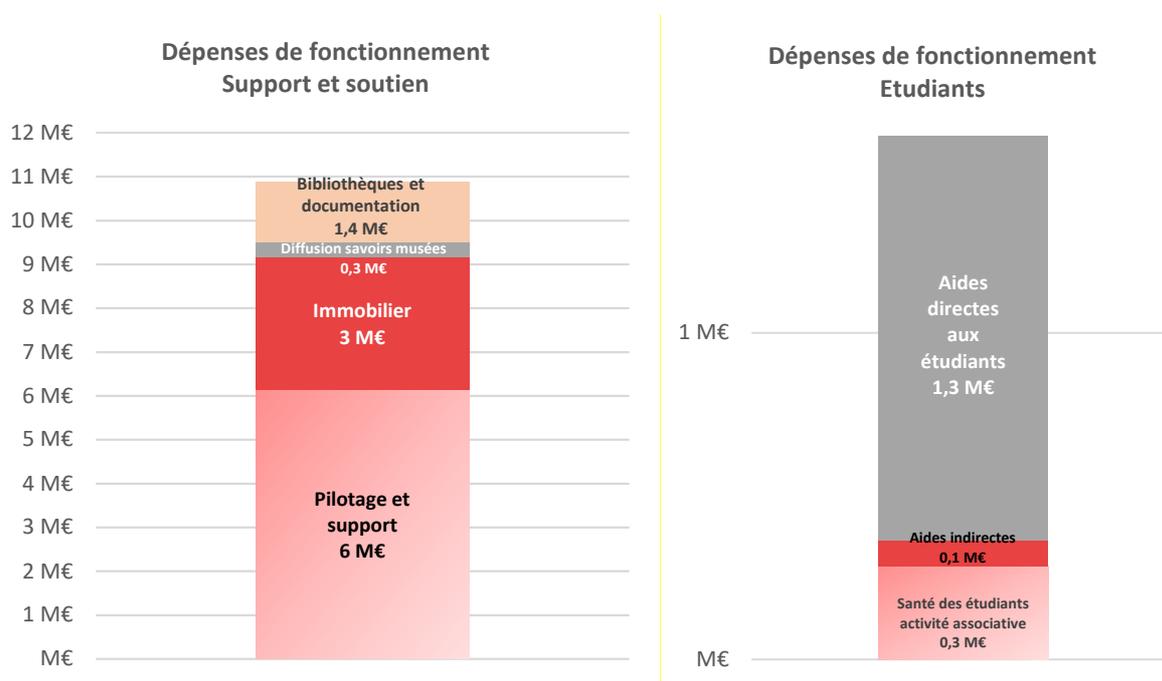


Les dépenses de fonctionnement (correspondant aux 19,2 M€ de CP) se décomposent, selon les destinations LOLF, de la manière suivante :

- 3,8 M€ de **formation** (+ 200 K€ par rapport au BI 2019) ;
- 2,9 M€ consacrés à la **recherche** (- 1 M€ par rapport au BI 2019) ;
- 10,9 M€ pour les **fonctions soutien et support** (+ 350 K€ comparativement au BI 2019) ;
- 1,6 M€ au profit de la **vie étudiante** (+ 550 K€ en un an).



Les **dépenses de fonctionnement en formation** sont tournées majoritairement vers les niveaux Master (50 %) et Licence (39 %).



Les **dépenses de fonctionnement pour les activités soutien et support** se déclinent comme suit :

- 3,2 % pour la **diffusion des savoirs et musées** (musée des moulages -MUMO-, Université Tous Ages -UTA-, presses universitaires), soit - 22 K€ par rapport au BI 2019 ;
- 12,7 % pour les **bibliothèques et documentations** (acquisitions documentaires, conservation, outils documentaires, soit - 75 K€ par rapport au BI 2019 ;
- 27,8 % pour l'**immobilier** (maintenance, logistique mobilière et immobilière, fonctionnement courant et mise en sécurité et accessibilité), soit - 470 K€ par rapport au BI 2019 ;
- 56,4 % pour les fonctions de **pilotage et support** (informatique et réseaux, communication, action sociale, ...), soit + 940 K€ par rapport au BI 2019.

Les **dépenses de fonctionnement au profit des étudiants** concernent à :

- 17,6 % la **santé, les activités associatives, sportives et culturelles**, soit + 122 K€ par rapport au BI 2019 (mise en place d'un service de santé universitaire - SSU - à la rentrée 2019) ;
- 4,9 % les **aides indirectes** (logement, restauration, crèches, aides aux étudiants en situation de handicap, ...), soit - 16 K€ par rapport au BI 2019 ;
- 77,6 % les **aides directes** (mobilité internationale, bourses, Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes - FSDIE - et aides exceptionnelles d'urgence), soit + 420 K€ par rapport au BI 2019.

## 2.2.7. Dépenses d'investissement par destination

tableau 2 (CP)	CF 2017	exécution	évolution	CF 2018	exécution	évolution	BI 2019	Evolution	évolution	BI 2020
		2017	CF17-CF18		2018	CF 18-BI 19		CF 18-BI 20	BI 19-BI 20	
Investissement	7 466 757 €	99,7%	-48,3%	3 860 687 €	33,3%	275,6%	14 502 057 €	455,7%	47,9%	21 451 939 €

Les **dépenses d'investissement** sont en augmentation de 47,9 % par rapport au BI 2019 (+ 6,9 M€) et de 455 % comparativement au CF 2018 (+ 17,6 M€).

Les dépenses d'investissement se décomposent, selon les destinations LOLF, de la manière suivante :

- 0,23 M€ pour la **formation** (+ 20 K€ par rapport au BI 2019)
- 0,51 M€ consacrés à la **recherche** (- 120 K€ par rapport au BI 2019) ;
- 20,7 M€ pour les **fonctions soutien et support** (+ 7 M€ par rapport au BI 2019)
- 50 K€ au profit de la **santé des étudiants et de la vie étudiante** (+ 32 K€ par rapport au BI 2019)

Les **dépenses d'investissement** sont concentrées logiquement sur les activités de **soutien et support** (pour 96,3 %). Plusieurs observations :

- Les fonctions de **pilotage et support**, à 2,9 M€ (informatique et réseaux, communication, ...) **correspondant à 14,2 % des dépenses d'investissement** et concernent à hauteur de 1,9 M€ **les projets informatiques inscrits au PPI** (notamment achats relatifs aux serveurs et au stockage pour 150 K€, achat de nouveaux postes et renouvellement du parc informatique pour 750 K€, achats de matériels audiovisuels pour 450 K€) et les **divers équipements informatiques et maintenance** pour 1 M€ ;
- **L'immobilier** (maintenance, logistique mobilière et immobilière, fonctionnement courant et mise en sécurité et accessibilité) concentre 85,3 % des dépenses d'investissement. Les principaux **projets inscrits au PPI** sont les suivants : installation d'une BU provisoire sur le campus Porte des Alpes pour 3,4 M€ (travaux financés par le plan Campus pour 2,5 M€), construction du Learning Center pour 7,8 M€, renouvellement de la signalétique pour 1,5 M€, lancement du projet de Maison des sports pour 0,15 M€.

## 2.2.8. Dépenses de personnel, masse salariale et ETPT

### 2.2.8.1. Dépenses de personnel par destination

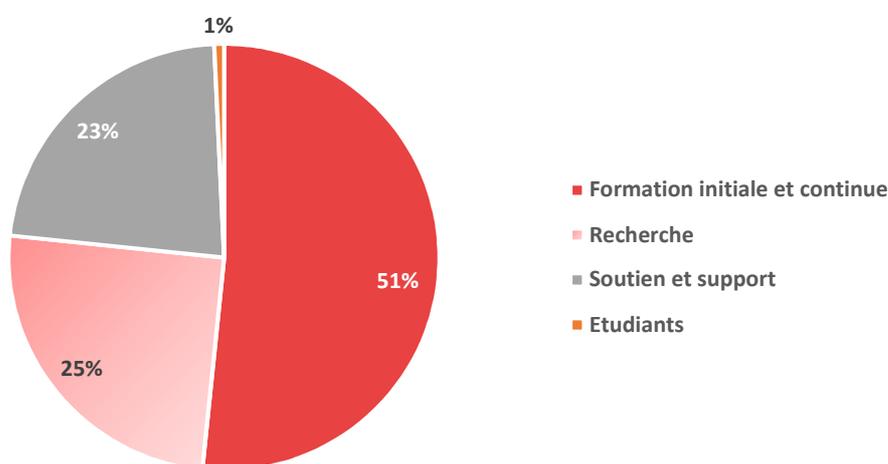
- *Les dépenses de personnel* : il s'agit des rémunérations principales versées aux agents de l'établissement, des rémunérations accessoires, des prestations sociales obligatoires ainsi que des cotisations patronales qui leur sont liées.

*Masse salariale État* : il s'agit des crédits transférés à partir du titre 2 du budget de l'État lors du passage aux compétences et responsabilités élargies.

*Masse salariale sur ressources propres* : il s'agit de toutes les autres charges de personnels hors masse salariale Etat : contrats de recherche, vacations, jury de concours...

Les dépenses de personnel s'élèvent à 121,3 M€ (+ 1,2 % par rapport au BI 2019 ; + 6,1 % par rapport au compte financier 2018) et se décomposent comme suit : 114,3 M€ d'emplois sous plafond Etat et sur ressources propres (+ 1,5 % par rapport au BI 2019) et 7 M€ d'autres dépenses (dont paiements des vacataires et diverses prestations).

Répartition des dépenses de personnel par destination



Les dépenses de personnel en **formation initiale et continue** à 62,6 M€ augmentent de 4,7 % par rapport au CF 2018. Les évolutions concernent majoritairement les niveaux Licence et Master (+ 5,1 %).

Les dépenses de personnel pour **la recherche** à 30,4 M€ augmentent de 8,8 % par rapport à 2018.

La destination LOLF **soutien et support** (27,4 M€) enregistre une hausse de 8,1 % de la masse salariale par rapport au BI 2019 (+ 6,8 % comparativement au réalisé 2018). Ceci traduit le souhait d'améliorer le pilotage des fonctions transverses pour le bénéfice des usagers et des personnels de l'Université.

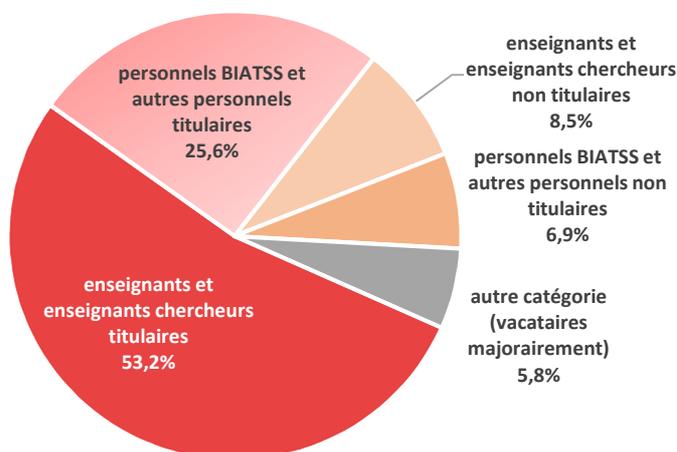
Les dépenses de personnel pour les activités en lien avec **la vie étudiante** à 895 K€ correspondent notamment à la santé des étudiants et des activités sportives et culturelles. Il s'agit ici d'une traduction directe de la politique ministérielle dans laquelle l'Université Lyon 2 s'inscrit pleinement puisque notre établissement développe, depuis de nombreuses années, la vie étudiante sur ses campus.

### 2.2.8.2. Masse salariale par catégorie d'emploi

La masse salariale de 121,3 M€ est composée de :

- 106,2 M€ d'**emplois sous plafond Etat** (+ 0,3 % comparativement au BI 2019) ;
- 8,2 M€ d'**emplois sur ressources propres** (+ 19,3 %) ;
- 6,8 M€ d'**autres catégories de dépenses dont vacataires et diverses prestations sociales** (- 3,9 %) ;
- 0,1 M€ d'**autres dépenses non suivies dans OREMS** (+ 0,9 %).

#### Masse salariale par catégorie d'emploi



Les **dépenses d'emplois titulaires**, qui ont progressé de 1 % par rapport au BI 2019 et 6,3 % comparativement au réalisé 2018, s'élèvent à 95,7 M€ :

- 64,6 M€ pour les **personnels enseignants et enseignants chercheurs** (+ 5,4 % au regard de la projection initiale 2019) dont 1,7 M€ d'heures complémentaires ;
- 31 M€ pour les **personnels BIATSS et autres personnels** (+ 8 %).

Les **dépenses d'emplois non titulaires** à 18,6 M€ sont en augmentation par rapport au BI 2019 (+ 3,8 %) et au réalisé 2018 (+ 8,1 %) :

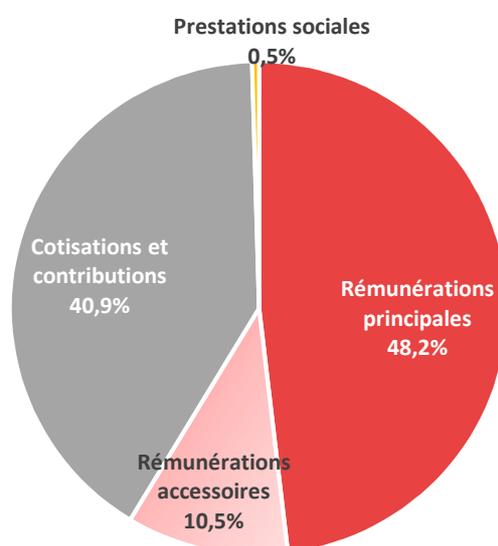
- 10,3 M€ pour les **personnels enseignants et enseignants chercheurs** (+ 5,1 % par rapport à 2018) dont 6 M€ pour les doctorants contractuels et les ATER ;
- 8,3 M€ pour les **personnels BIATSS et autres personnels** (+ 12,1 %) dont 2,3 M€ pour des CDI.

Ainsi, les **dépenses pour les emplois d'enseignants et enseignants chercheurs** s'élèvent à 74,9 M€ (dont 2 M€ d'emplois rattachés aux contrats de recherche), soit + 5,4 % par rapport au réalisé 2018 (stable comparativement au BI 2019). Les **dépenses pour les emplois de personnels BIATSS et autres personnels** à 39,4 M€ sont en augmentation de 4,6 % par rapport au BI 2019 et 8,9 % comparativement au CF 2018.

Les **dépenses de personnels permanents** (personnels titulaires et les CDI) représentent 97,9 M€, soit 80,7 % des dépenses de masse salariale.

Ce ratio est en dessous du seuil de vigilance du ministère à 83 % (seuil d'alerte à 85 %). Toutefois, il est en augmentation sur les dernières années (79,7 % au CF 2016 ; 80,5 % au CF 2017 ; 81,1 % au CF 2018).

### 2.2.8.3. Masse salariale par typologie de rémunération



La masse salariale globale de 121,3 M€ est composée des éléments suivants :

- 58,4 M€ de **rémunérations principales** (+ 3 % par rapport au BI 2019 et + 6,8 % par rapport au CF 2018) ;

- 12,8 M€ de **rémunérations accessoires** (cours complémentaires, vacances d'enseignement, primes et indemnités, ...) en augmentation de 7,2 % par rapport au réalisé 2018 ;
- 49,6 M€ de **contributions et cotisations sociales** (pensions, cotisations ASSEDIC et autres cotisations) qui sont supérieures de 1,9 % par rapport au BI 2019 et 6,2 % par rapport au CF 2018 ;
- 0,5 M€ de prestations sociales en diminution de 2,2 % par rapport au réalisé 2018.

#### 2.2.8.4. Masse salariale par facteur d'évolution

- *Le **GVT** est la part de l'évolution des salaires qui résulte des évolutions de carrière propres à chaque agent. Il se décline en trois composantes :*
  - ***L'effet glissement** : c'est l'impact des flux entrants et sortants, c'est-à-dire du renouvellement du personnel sur l'évolution de la masse salariale. Les entrants sont en moyenne plus jeunes et moins « primés » et par, conséquent, rémunérés à un niveau moins élevé que l'ensemble des personnels d'un établissement. L'effet des entrants est donc en général négatif sur l'évolution générale de la masse salariale. Le signe de l'effet des sortants est moins évident car les sortants ne sont pas forcément des personnes plus qualifiées et/ou plus âgées et donc mieux rémunérées ;*
  - ***L'effet vieillesse** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de salaire, sans changement de fonction, dus au déroulement normal de carrière dans le métier suite à l'ancienneté : avancement sur grille indiciaire ;*
  - ***L'effet technicité** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de grade ou de corps, et/ou de l'acquisition de compétences nouvelles. Ces changements sont en général validés suite à un concours ou un examen professionnel.*

Le BI 2019 prévoit une dépense annuelle de masse salariale de 119,9 M€. **L'évolution de 1,4 M€** avec les 121,3 M€ de dépenses de personnel inscrites au BI 2020 s'explique :

- Pour + 1,8 M€ par les **mesures obligatoires réglementaires ou déjà engagées en 2019 qui s'imposent en 2020** ;
- Pour + 0,5 M€ par des **mesures discrétionnaires 2020 de l'établissement** ;
- Pour - 0,9 M€ (0,7 % du total) de correctif afin d'ajuster les montants de la trajectoire de la masse salariale finale 2019 et du budget 2020.

Pour les **mesures obligatoires** :

- Le solde GVT prévisionnel est nul (équilibre du GVT négatif et du GVT positif) ;
- Les mesures catégorielles à 359 K€ correspondent à l'impact du transfert primes points et du changement indiciaire (PPCR) ;
- Le schéma d'emplois à 1 373 K€ correspond : à l'évolution en année pleine de la campagne d'emplois 2019 pour 1,1 M€ (dont 99 K€ au titre des directeurs d'études Parcoursup) ; aux moyens supplémentaires du SSU (Service de Santé Universitaire) pour 136 K€ ; pour 47 K€ au titre du plan bibliothèques ouvertes (PBO) ; aux moyens CVEC pour 49 K€ ; pour 46 K€ pour divers recrutements.

Pour les **mesures discrétionnaires de l'établissement** :

- 262 K€ de schéma d'emplois hors contrats de recherche (campagne d'emplois 2019) ;
- 48 K€ d'évolution de la structure des emplois ;
- 249 K€ de variation des heures complémentaires correspondant à 70 K€ de moyens Parcoursup et à 179 K€ (3 400 heures) pour les moyens pédagogiques supplémentaires.

#### **2.2.8.5. Plafond d'emploi et ETPT de la masse salariale**

*NB : les vacataires ne sont pas inclus dans l'analyse en ETPT.*

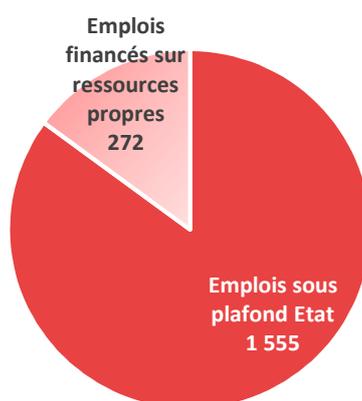
Le **plafond global d'emplois voté par le Conseil d'administration** (tableau 1) est de 1827 ETPT dont 1555 sous plafond Etat et 272 financés hors SCSP.

Au BI 2020, **1792 ETPT (en moyenne annuelle) sont projetés au sein de la masse salariale de l'établissement**, soit + 5,4 % par rapport au BI 2019, + 7,4 % par rapport au réalisé 2018.

Le **coût moyen d'1ETPT à 63 795 €** au BI 2020 est constant comparativement à 2018 (64 309 € ; - 0,8 %) ou 2017 (63 187 € ; + 1 %).

Pour une bonne analyse, l'écart conséquent entre les ETPT de l'établissement et son plafond d'emplois doit être nuancé par le taux de rigidité des dépenses (dépenses de personnel sur les produits encaissables de l'établissement) qui se situe au niveau du seuil de vigilance du ministère.

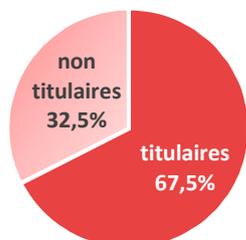
#### **Plafond des emplois voté au CA (en ETPT)**



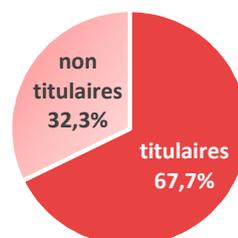
Les **personnels titulaires** représentent 1212 ETPT, soit 67,6 % du total : + 3,5 % par rapport au réalisé 2018 (+ 4,9 % comparativement à 2017).

Le nombre d'emplois de **personnels non titulaires** avec 580 ETPT, soit 32,4 % du total, est en augmentation de 16,6 % par rapport au réalisé 2018 et de 13 % en comparaison à 2017.

Répartition des ETPT des enseignants et enseignants chercheurs

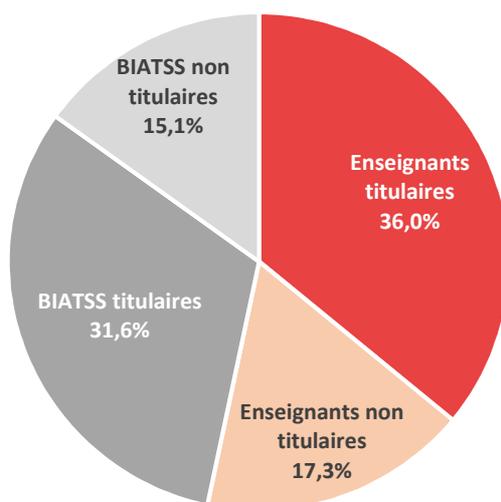


Répartition des ETPT des personnels BIATSS et autres personnels techniques



La part de personnels titulaires est équivalente pour les personnels BIATSS et pour les personnels enseignants chercheurs.

### Répartition des ETPT



Les 955 ETPT d'**enseignants et enseignants chercheurs** (+ 6,7 % comparativement à 2018), dont 28 emplois rattachés aux contrats de recherche, correspondent à 53,3% de l'ensemble des ETPT projetés au BI 2020. Ils se déclinent comme suit : 645 ETPT titulaires (+ 0,9 %) et 310 ETPT non titulaires (+ 21,3 %).

Les 837 ETPT de **personnels BIATSS et autres personnels techniques** sont en augmentation de 8,2 % par rapport à 2018 et représentent 46,7 % du total. Ils se décomposent ainsi : 567 ETPT titulaires (+ 6,6 %) et 270 ETPT non titulaires (+ 11,6 %).

## 2.3. Comptabilité générale (droits constatés)

### 2.3.1. Principaux chiffres du budget initial

tableau 6	CF 2017	exécution	évolution	CF 2018	exécution	évolution	BI 2019	évolution	évolution	BI 2020
		2017	CF17-CF18		2018	CF 18-BI 19		CF 18-BI 20	BI19-BI 20	
Dépenses	139 575 017 €	97,0%	-0,1%	139 457 791 €	92,9%	15,0%	160 415 778 €	21,4%	5,5%	169 316 789 €
Recettes	138 512 720 €	98,2%	3,5%	143 371 364 €	101,0%	5,7%	151 589 418 €	6,4%	0,7%	152 602 771 €
Résultat	5 320 458 €	341,5%	-1,1%	5 260 671 €	570,9%	-87,2%	675 697 €	-99,9%	-99,2%	5 309 €
CAF	8 478 936 €	181,4%	3,8%	8 801 207 €	213,5%	-54,6%	3 995 697 €	-57,3%	-5,9%	3 761 669 €
FDR	35 858 824 €	133,8%	20,8%	43 312 933 €	163,7%	-12,7%	37 806 573 €	-42,6%	-34,3%	24 848 915 €
FDR (jours)	103	138,6%	17,8%	121	167,8%	-19,2%	98	-47,5%	-35,0%	64

Le budget en droits constatés est présenté dans l'annexe n°6 de situation patrimoniale. Les dépenses prévisionnelles s'élèvent à 169,3 M€ soit une augmentation de 8,9 M€ par rapport au BI 2019. Cela s'explique par une augmentation des 3 enveloppes de dépenses.

Les dépenses de fonctionnement augmentent de 0,5 M€. Cette variation s'explique par les dépenses de fonctionnement dont le montant total augmente de 100 K€ en comptabilité budgétaire ainsi que par une augmentation de 0,4 M€ des dotations aux amortissements, dépréciations et provisions par rapport au niveau inscrit au BI 2019.

Les dépenses de personnel augmentent de 1,4 M€. Le niveau des dépenses de personnel en droits constatés s'élève à 119,9 M€ alors qu'il est à 121,3 M€ en comptabilité budgétaire. Cette différence s'explique par l'imputation en charge de fonctionnement des dépenses du compte 633 impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (1,46 M€ ; 1,22 %), conformément à la nomenclature comptable M9, depuis le BR2 2018.

La variation des dépenses d'investissement est de + 6,9 M€.

### 2.3.2. Recettes en droits constatés

- Les **produits encaissables** génèrent des rentrées directes de trésorerie et les produits non encaissables n'en génèrent pas (par exemple la reprise au compte de résultat de la quote-part de subventions d'équipement).

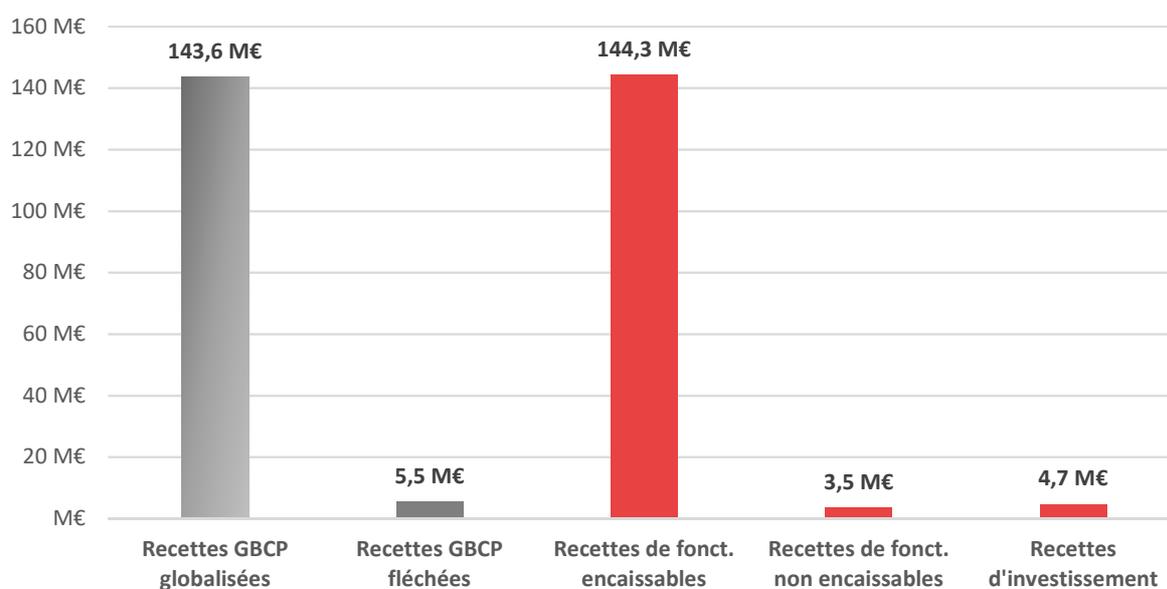
	CF 2017	exécution	évolution	CF 2018	exécution	évolution	BI 2019	évolution	évolution	BI 2020
		2017	CF17-CF18		2018	CF18-BI19		CF18-BI20	BI19-BI20	
Recettes de fonctionnement	137 285 837 €	99,6%	2,8%	141 128 057 €	101,2%	3,9%	146 589 418 €	4,8%	0,9%	147 870 159 €
Recettes d'investissement	1 226 883 €	38,8%	82,8%	2 243 307 €	86,6%	122,9%	5 000 000 €	111,0%	-5,3%	4 732 612 €
<b>TOTAL</b>	<b>138 512 720 €</b>	<b>98,2%</b>	<b>3,5%</b>	<b>143 371 364 €</b>	<b>101,0%</b>	<b>5,7%</b>	<b>151 589 418 €</b>	<b>6,4%</b>	<b>0,7%</b>	<b>152 602 771 €</b>

Les **recettes prévisionnelles 2020 en droits constatés s'élèvent à 152,6 M€** et sont en augmentation de 0,7 % par rapport au BI 2019 (+ 1 M€) et de 6,4 % comparativement au réalisé 2018 (+ 8,9 M€).

Les **recettes de fonctionnement** augmentent de 1,2 M€ soit 0,9%. Les **recettes de fonctionnement non encaissables** demeurent stables et s'élèvent à 3,54 M€.

Quant aux **recettes d'investissement**, elles sont en diminution de 5,3 % (- 0,3 M€) par rapport au BI 2019.

Recettes à l'encaissement et recettes en droits constatés par catégorie



La **différence entre les recettes en droits constatés et les encaissements s'élève à 3,5 M€**. Cela correspond à la quote-part des subventions d'investissement et à la

neutralisation de l'amortissement du patrimoine (recette non encaissable). Par conséquent, elles ne sont pas retracées dans les encaissements. Notons l'absence de décalage entre les encaissements et les recettes en droits constatés des opérations pluriannuelles au BI 2020.

### 2.3.3. Dépenses en droits constatés

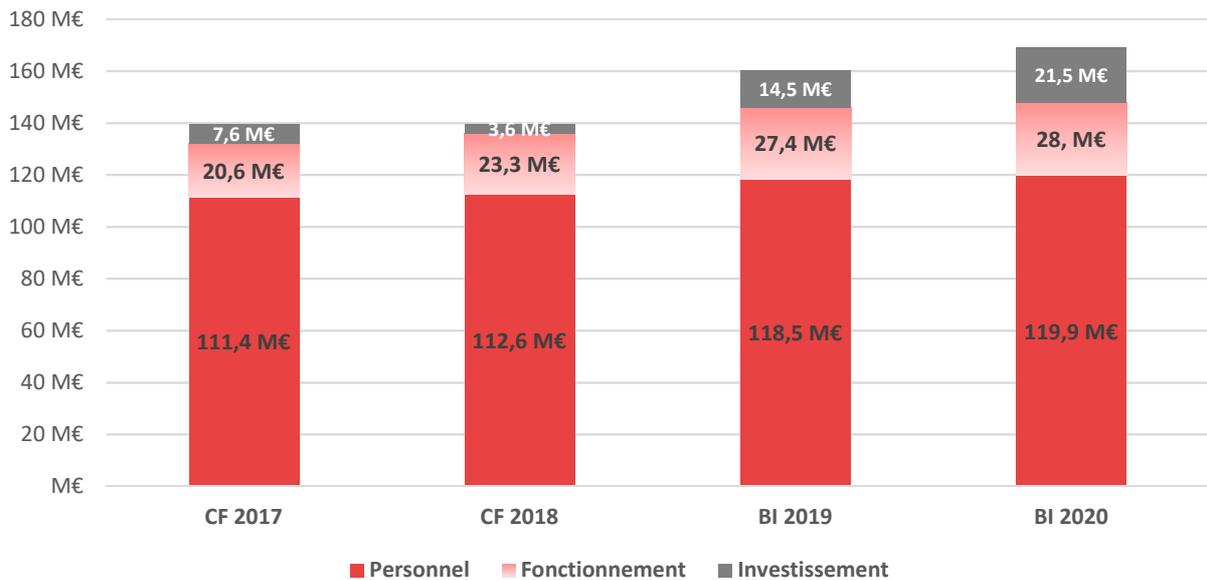
- Les **dépenses décaissables** sont celles qui entraînent des sorties de caisse directes, tandis que les charges non décaissables sont celles qui n'entraînent pas de mouvements financiers directs (par exemple les dotations aux amortissements).

	CF 2017	exécution	évolution	CF 2018	exécution	évolution	BI 2019	évolution	évolution	BI 2020
		2017	CF17-CF18		2018	CF18-BI 19		CF18-BI 20	BI19-BI 20	
Personnel	111 378 285 €	98,1%	1,1%	112 588 046 €	98,0%	5,2%	118 470 790 €	6,5%	1,2%	119 897 438 €
Fonctionnement	20 587 095 €	90,1%	13,1%	23 279 340 €	98,6%	17,9%	27 442 931 €	20,1%	1,9%	27 967 412 €
Investissement	7 609 638 €	101,6%	-52,8%	3 590 405 €	30,9%	303,9%	14 502 057 €	497,5%	47,9%	21 451 939 €
<b>TOTAL</b>	<b>139 575 017 €</b>	<b>97,0%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>139 457 791 €</b>	<b>92,9%</b>	<b>15,0%</b>	<b>160 415 778 €</b>	<b>21,4%</b>	<b>5,5%</b>	<b>169 316 789 €</b>

Les **dépenses de fonctionnement s'élèvent à 27,9 M€** et sont en augmentation de 1,9 % par rapport au BI 2019. Elles se décomposent comme suit :

- 20,6 M€ de **dépenses décaissables** correspondant à 19,2 M€ de CP de fonctionnement et 1,4 M€ de CP de masse salariale (dépenses liées au compte 633) ;
- 7,3 M€ de **dépenses non décaissables** (amortissements et provisions).

## Evolution des dépenses en droits constatés



La part des charges de personnel baisse dans le budget global (- 9 points depuis le compte financier 2017 ; 70,8 % au BI 2020). Ceci s'explique par les dépenses relevant du compte 633 (1,22 %) imputées en charges de fonctionnement depuis le BR2 2018 et du fait de l'augmentation conséquente de l'investissement.

Par ailleurs, la part de la masse de fonctionnement a légèrement augmenté (+ 2 points en 4 ans; représentant 16,5 % des dépenses au BI 2019).

La part de l'investissement (12,7 %) a progressé de 7 points depuis 2017 et de 3,6 points depuis le BI 2019, principalement en raison de la part des crédits consacrés au plan Learning Centre (+ 5,6 M€).

## 3. Annexes

---

- 3.1 **Tableau 1 des autorisations d'emploi (pour vote)**
- 3.2 **Tableau 2 des autorisations budgétaires (pour vote)**
- 3.3 Tableau 3 des dépenses par destination et des recettes par origine
- 3.4 **Tableau 4 d'équilibre financier (pour vote)**
- 3.5 Tableau 5 des opérations pour le compte de tiers
- 3.6 **Tableau 6 de situation patrimoniale (pour vote)**
- 3.7 Tableau 7 de plan de trésorerie
- 3.8 Tableau 8 des opérations sur recettes fléchées
- 3.9 **Tableau 9 des opérations pluriannuelles (pour vote)**
- 3.10 Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement
- 3.11 Tableau 10 détails des opérations pluriannuelles
- 3.12 Tableau 11 de synthèse des moyens des unités de recherche
- 3.13 Tableau de synthèse budgétaire et comptable
- 3.14 Détail des dotations par centre financier

Etat soumis au CA (pour vote)

Tableau 1- Tableau des emplois (EPSCP)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Catégories d'emplois	Nature des emplois		S/total EC	(A) Emplois sous plafond Etat *	(B) Emplois financés hors SCSP En ETP	(C) = (A) + (B)
	Permanents	Titulaires CDI				
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Non permanents	Titulaires CDI		765		765
		CDD		161	4	4
				926	65	226
					69	995
<b>Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)</b>						-
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires CDI		540		540
				89		89
	Non permanents	CDD		-	203	203
				629	203	832
				1 555	272	1 827
<b>Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat</b>						<b>Plafond global des emplois voté par le CA ** (2)</b>
						<b>1 555 (3)</b>

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

\* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'Etat relatif aux emplois financés par l'Etat"

\*\* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

Etat soumis au CA (pour vote)

**Tableau 2 - Tableau des autorisations budgétaires (prévisionnel)**

Dépenses										Recettes					
	Autorisations d'Engagement (AE)					Crédits de Paiement (CP)					Recettes Encaissées (RE)				
	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Budget 2019	Budget 2020		Réalisé 2017	Réalisé 2018	Budget 2019	Budget 2020		Réalisé 2017	Réalisé 2018	Budget 2019	Budget 2020	
<b>Hors Enveloppe 'Contrats de Recherche'</b>															
Personnel	111 841 190	113 946 196	119 933 985	121 378 253		111 753 130	113 928 785	119 933 985	121 378 253		135 570 002	138 252 617	141 362 218	143 555 655	<b>Recettes globalisées</b>
dont contributions employeur au CAS Pension	31 744 365	32 223 167	34 018 427	33 925 998		31 744 365	32 223 167	34 018 427	33 925 998		116 630 601	118 348 332	119 270 000	119 858 000	Subvention pour charges de service public
											701 353	227 555	660 809	579 351	Autres financements de l'Etat
											0	0	0	1 640 000	Fiscalité affectée
Fonctionnement	14 609 368	15 775 221	22 079 736	20 972 211		13 692 534	14 164 893	19 079 736	19 187 649		6 095 693	7 913 473	8 597 398	8 944 359	Autres financements publics
											12 142 355	11 763 257	12 834 011	12 533 945	Recettes propres
Investissement	6 404 234	4 094 910	19 336 797	49 101 939		7 466 757	3 860 687	14 502 057	21 451 939		1 200 411	2 168 600	6 647 200	5 504 528	<b>Recettes fléchées</b>
											0	676 377	2 000 000	2 988 287	Financements de l'Etat fléchés
											1 185 470	1 490 527	4 647 200	2 516 241	Autres financements publics fléchés
											14 941	1 696	0	0	Recettes propres fléchées
Enveloppe 'Contrats de Recherche'	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Budget 2019	Budget 2020		Réalisé 2017	Réalisé 2018	Budget 2019	Budget 2020						
Personnel	0	0	0	0		0	0	0	0						
dont contributions employeur au CAS Pension	0	0	0	0		0	0	0	0						
Fonctionnement	0	0	0	0		0	0	0	0						
Investissement	0	0	0	0		0	0	0	0						
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	132 854 792	133 816 327	161 350 518	191 452 403		132 912 421	131 954 365	153 515 778	162 017 841		136 770 413	140 421 217	148 009 418	149 060 183	<b>TOTAL DES RECETTES</b>
<b>Solde budgétaire (excédent)</b>						3 857 992	8 466 852						5 506 360	12 957 658	<b>Solde budgétaire (déficit)</b>

**Etat soumis au CA (pour information)**

**Tableau 3 - Tableau des dépenses par destination**

Réglementaire	Personnel AE (AE = CP)	Personnel CP (AE = CP)	Fonct AE	Fonct CP	Invest AE	Invest CP	Total AE	Total CP
Dépenses Programmes 150 et 231								
<b>FORMATION INITIALE ET CONTINUE</b>	<b>62 642 084</b>	<b>62 642 084</b>	<b>4 069 544</b>	<b>3 787 932</b>	<b>231 174</b>	<b>231 174</b>	<b>66 942 802</b>	<b>66 661 190</b>
Doctorat	6 331 755	6 331 755	433 377	411 165	19 124	19 124	6 784 256	6 762 044
Master	17 194 000	17 194 000	2 040 827	1 893 227	30 950	30 950	19 265 777	19 118 177
Licence	39 116 329	39 116 329	1 595 340	1 483 540	181 100	181 100	40 892 769	40 780 969
<b>RECHERCHE</b>	<b>30 394 940</b>	<b>30 394 940</b>	<b>3 412 779</b>	<b>2 884 990</b>	<b>510 865</b>	<b>510 865</b>	<b>34 318 584</b>	<b>33 790 795</b>
Recherche universitaire							0	0
Rech univ maths	1 774 648	1 774 648	155 848	102 579	26 120	26 120	1 956 616	1 903 347
Rech univ phys chimie							0	0
Rech univ phys nucl							0	0
Rech univ science terre							0	0
Rech univ science homme	28 577 292	28 577 292	2 539 629	2 065 109	479 745	479 745	31 596 666	31 122 146
Rech univ Transvers	43 000	43 000	717 302	717 302	5 000	5 000	765 302	765 302
<b>SOUTIEN ET SUPPORT</b>	<b>27 445 681</b>	<b>27 445 681</b>	<b>11 474 523</b>	<b>10 889 961</b>	<b>48 309 900</b>	<b>20 659 900</b>	<b>87 230 104</b>	<b>58 995 542</b>
Pilotage et support	18 404 010	18 404 010	6 396 197	6 139 635	2 941 200	2 941 200	27 741 407	27 484 845
Immobilier	4 901 900	4 901 900	3 290 300	3 022 300	45 269 400	17 619 400	53 461 600	25 543 600
Diffusion savoirs musées	614 433	614 433	347 026	347 026	1 500	1 500	962 959	962 959
Bibliothèques et documentation	3 525 338	3 525 338	1 441 000	1 381 000	97 800	97 800	5 064 138	5 004 138
<b>ETUDIANTS</b>	<b>895 548</b>	<b>895 548</b>	<b>2 015 366</b>	<b>1 624 766</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>2 960 914</b>	<b>2 570 314</b>
Santé des étudiants activité associative	669 495	669 495	317 075	285 475	40 000	40 000	1 026 570	994 970
Aides indirectes	142 713	142 713	83 000	79 000	10 000	10 000	235 713	231 713
Aides directes aux étudiants	83 340	83 340	1 615 291	1 260 291			1 698 631	1 343 631
<b>TOTAL</b>	<b>121 378 253</b>	<b>121 378 253</b>	<b>20 972 211</b>	<b>19 187 649</b>	<b>49 101 939</b>	<b>21 451 939</b>	<b>191 452 403</b>	<b>162 017 841</b>

**Etat soumis au CA (pour information)**
**Tableau 3 - Tableau des recettes par origine (Prévisionnel)**

	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	Total
Règlementaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Subvention pour charges service public	119 858 000	0	0	0	0	0	0	0	119 858 000
Droits d'inscription	0	0	0	0	4 142 214	0	0	0	4 142 214
Formation continue diplômes propres VAE	0	0	0	0	5 215 960	0	0	0	5 215 960
Taxe d'apprentissage	0	0	0	0	586 200	0	0	0	586 200
Contrats prestations recherche hors ANR	0	0	0	0	66 710	0	0	0	66 710
Valorisation	0	0	0	0	6 250	0	0	0	6 250
ANR investissements d'avenir	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ANR hors investissements d'avenir	0	0	0	634 543	0	0	42 999	0	677 542
Subvention exploit & financ actif Région	0	0	0	985 789	0	0	1 120 040	0	2 105 829
Subvention exploit & financ actif UE	0	0	0	2 226 727	0	0	728 917	0	2 955 644
Subvention exploit & financ actif Autres	0	579 351	0	5 097 300	46 636	2 988 287	624 285	0	9 335 859
Fondations fonds propres réserves dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres recettes	0	0	1 640 000	0	2 469 975	0	0	0	4 109 975
<b>TOTAL</b>	<b>119 858 000</b>	<b>579 351</b>	<b>1 640 000</b>	<b>8 944 359</b>	<b>12 533 945</b>	<b>2 988 287</b>	<b>2 516 241</b>	<b>0</b>	<b>149 060 183</b>

**Etat soumis au CA (pour vote)**

**Tableau 4 - Equilibre Financier (prévisionnel)**

Besoins (utilisation des financements)		Financements (couverture des besoins)	
	Solde budgétaire (déficit)	0	Solde budgétaire (excédent)
	12 957 658	0	dont solde budgétaire budget principal
	dont solde budgétaire budget principal	0	dont solde budgétaire SIE
	12 957 658		
	dont solde budgétaire SIE		
	0		
	Remboursements d'emprunts (capital)		Nouveaux emprunts (capital)
	Nouveaux prêts (capital)	0	Remboursements de prêts (capital)
	Dépôts et cautionnements		Dépôts et cautionnements
	Opérations au nom et pour le compte de tiers	80 000	Opérations au nom et pour le compte de tiers
	(décaissements de l'exercice)		(encaissements de l'exercice)
	Autres décaissements sur comptes de tiers	414 800	Autres encaissements sur comptes de tiers
	(non budgétaires)		(non budgétaires)
	<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la</b>	<b>13 452 458</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la</b>
	<b>trésorerie de l'organisme</b>		<b>trésorerie de l'organisme</b>
	<b>Variation de trésorerie</b>		<b>Variation de trésorerie</b>
	dont Abondement de la trésorerie fléchée		dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée
	0		dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)
	dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)		
	0		
	<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>13 452 458</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

**Etat soumis au CA (pour information)**

**Tableau 5 - Opérations pour compte de tiers (prévisionnel)**

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
TVA	445	80 000	80 000
Aides à la mobilité internationale	46711	414 800	414 800
<b>TOTAL</b>		<b>494 800</b>	<b>494 800</b>

Etat soumis au CA (pour vote)

Tableau 6 - Situation patrimoniale (prévisionnel)

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Budget 2019	Budget 2020
Personnel	111 378 285	112 588 046	118 470 790	119 897 438
dont charges de pensions civiles	31 742 016	32 243 841	34 018 427	33 925 998
Fonctionnement	20 587 095	23 279 340	27 442 931	27 967 412
autre que les charges de personnel				
<b>TOTAL des charges</b>	<b>131 965 379</b>	<b>135 867 386</b>	<b>145 913 721</b>	<b>147 864 851</b>
<b>Résultat prévisionnel (BENEFICE)</b>	<b>5 320 458</b>	<b>5 260 671</b>	<b>675 697</b>	<b>5 308</b>
Total équilibre du compte de résultat prévisionnel	137 285 837	141 128 057	146 589 418	147 870 159

PRODUITS	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Budget 2019	Budget 2020
Subventions de l'Etat	116 630 601	118 348 332	119 270 000	120 437 351
Fiscalité affectée	0			1 640 000
Autres subventions	5 848 391	8 201 455	10 905 407	9 716 275
Autres produits	14 806 845	14 578 270	16 414 011	16 076 533
<b>TOTAL des produits</b>	<b>137 285 837</b>	<b>141 128 057</b>	<b>146 589 418</b>	<b>147 870 159</b>
<b>Résultat prévisionnel (PERTE)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Total équilibre du compte de résultat prévisionnel	137 285 837	141 128 057	146 589 418	147 870 159

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Budget 2019	Budget 2020
Insuffisance d'autofinancement	0	0	0	0
Investissements	7 609 638	3 590 405	14 502 057	21 451 939
Remboursement des dettes financières	0	0	0	0
<b>TOTAL des emplois</b>	<b>7 609 638</b>	<b>3 590 405</b>	<b>14 502 057</b>	<b>21 451 939</b>
<b>Apport au fonds de roulement</b>	<b>2 096 181</b>	<b>7 454 109</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

RESSOURCES	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Budget 2019	Budget 2020
Capacité d'autofinancement	8 478 936	8 801 207	3 995 697	3 761 669
Financement de l'actif par l'Etat	62 482	610 895	2 000 000	2 988 287
Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	1 164 401	307 838	3 000 000	1 744 325
Autres ressources		1 324 574		
Augmentation des dettes financières				
<b>TOTAL des ressources</b>	<b>9 705 819</b>	<b>11 044 514</b>	<b>8 995 697</b>	<b>8 494 281</b>
<b>Prélèvement sur fonds de roulement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-5 506 360</b>	<b>-12 957 658</b>

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Budget 2019	Budget 2020
Résultat prévisionnel de l'exercice	5 320 458	5 260 671	675 697	5 308
+ dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	6 465 317	7 157 770	6 900 000	7 298 949
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions				
+ valeur nette comptable des éléments d'actif cédés				
- produits de cession d'éléments d'actifs	3 306 839	3 617 234	3 580 000	3 542 588
- quote part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	8 478 936	8 801 207	3 995 697	3 761 669
= capacité d'autofinancement				

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Réalisé 2017 (1)	Réalisé 2018 (1)	Budget 2019 (2)	Budget 2020 (3)
Variation du fonds de roulement (apport ou prélèvement)	2 096 181	7 454 109	-5 506 360	-12 957 658
Variation du besoin en fonds de roulement (fonds de roulement-trésorerie)	-1 381 579	-1 583 675	0	0
Variation de la trésorerie (abandonnement ou prélèvement)	3 477 760	9 037 784	-5 506 360	-12 957 658
Niveau du fonds de roulement	35 858 823	43 312 932	37 808 572	24 848 915
Niveau du besoin en fonds de roulement	-10 527 439	-12 111 114	-12 111 114	-12 111 114
Niveau de la trésorerie	46 386 263	55 424 047	49 917 687	36 960 029

(1) : selon les comptes financiers votés en conseil d'administration  
(2) : les variations du budget N-1 sont issues du dernier budget voté en conseil d'administration (budget initial ou budget rectificatif le cas échéant). Les niveaux de FR, de BFR, et de trésorerie sont calculés comme suit : niveau au dernier compte financier voté, ajustés des variations du budget N-1  
(3) : les variations du budget en cours de préparation N sont issues des données du présent tableau 6. Les niveaux de FR, de BFR, et de trésorerie sont calculés comme suit : niveaux simulés en (2) ajustés des variations du budget en cours de préparation N



Etat soumis au CA (pour information)

### Tableau 8- Tableau des opérations liées aux recettes fléchées (Prévisionnel)

	Antérieures à 2020 non dénouées	Prévisionnel 2020	2021	2022	2023
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice</b>	<b>0</b>	<b>1 074 428</b>	<b>-2 089 662</b>	<b>-6 153 347</b>	<b>-7 382 997</b>
<b>Recettes fléchées</b>	<b>15 655 377</b>	<b>5 504 528</b>	<b>19 561 089</b>	<b>8 735 278</b>	<b>0</b>
Financements de l'Etat fléchés	3 795 585	2 988 287	3 112 151	1 594 448	0
Autres financements publics fléchés	11 835 143	2 516 241	16 448 938	7 140 830	0
Recettes propres fléchées	24 649	0			
<b>Dépenses sur recettes fléchées</b>	<b>14 580 949</b>	<b>8 668 618</b>	<b>23 624 774</b>	<b>9 964 928</b>	<b>0</b>
Personnel (AE=CP)					
AE	145 752	43 000	43 000	0	0
CP	145 752	43 000	43 000	0	0
Fonctionnement et intervention					
AE	1 286 340	820 618	181 774	0	0
CP	1 226 613	820 618	181 774	0	0
Investissement					
AE	15 440 471	35 805 000	5 356 128	8 800	0
CP	13 208 584	7 805 000	23 400 000	9 964 928	0
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées</b>	<b>1 074 428</b>	<b>-3 164 090</b>	<b>-4 063 685</b>	<b>-1 229 650</b>	<b>0</b>
<b>Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice</b>	<b>1 074 428</b>	<b>-2 089 662</b>	<b>-6 153 347</b>	<b>-7 382 997</b>	<b>-7 382 997</b>

**Tableau soumis au CA (pour vote)**
**Tableau 9 - Tableau agrégé des opérations pluriannuelles (prévisionnel)**

DAF

Opérations	Montant opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes < 2020	Conso.AE < 2020	Reports ou Reprogramm. 2020	AE nouvelles ouvertes 2020	Total AE 2020	CP ouverts < 2020	Conso CP < 2020	Reports ou Reprogramm. 2020	CP nouveaux ouverts 2020	Total CP 2020	Restes à engager > 2020 (AE)	Restes à payer > N sur AE consomm. <= 2020 (CP)	
RECHERCHE Contrats de recherche	6 020 013	2 345 932	2 345 932	0	2 333 787	2 333 787	2 192 453	2 192 453	0	2 022 287	2 022 287	1 340 294	464 978	
ANR ANR fléché	214 999	148 999	148 999	0	66 000	66 000	148 999	148 999	0	66 000	66 000	0	0	
<b>Total Contrats de recherche</b>	<b>6 235 012</b>	<b>2 494 931</b>	<b>2 494 931</b>	<b>0</b>	<b>2 399 787</b>	<b>2 399 787</b>	<b>2 341 452</b>	<b>2 341 452</b>	<b>0</b>	<b>2 088 287</b>	<b>2 088 287</b>	<b>1 340 294</b>	<b>464 978</b>	
INTERNATIO Conventions internationales	3 888 599	1 618 204	1 618 204	0	1 823 628	1 823 628	1 301 863	1 301 863	0	1 823 628	1 823 628	446 767	316 341	
FLECHEES Conventions internationales fléchées	2 589 802	1 562 410	1 562 410	0	802 618	802 618	1 562 410	1 562 410	0	802 618	802 618	224 774	0	
<b>Total Contrats d'enseignement</b>	<b>6 478 401</b>	<b>3 180 614</b>	<b>3 180 614</b>	<b>0</b>	<b>2 626 246</b>	<b>2 626 246</b>	<b>2 864 273</b>	<b>2 864 273</b>	<b>0</b>	<b>2 626 246</b>	<b>2 626 246</b>	<b>671 541</b>	<b>316 341</b>	
PPI DIMMO PPI	24 482 132	5 522 152	5 522 152	0	8 468 000	8 468 000	4 772 152	4 772 152	0	8 818 000	8 818 000	10 491 980	400 000	
FLECHES DIMMO PPI Fléchés Learning Centre	43 274 928	2 110 000	2 110 000	0	35 800 000	35 800 000	2 110 000	2 110 000	0	7 800 000	7 800 000	5 364 928	28 000 000	
DSI DSI PPI	7 407 068	2 327 068	2 327 068	0	1 930 000	1 930 000	2 327 068	2 327 068	0	1 930 000	1 930 000	3 150 000	0	
<b>Total Programmes pluriannuels d'inv</b>	<b>75 164 128</b>	<b>9 959 220</b>	<b>9 959 220</b>	<b>0</b>	<b>46 198 000</b>	<b>46 198 000</b>	<b>9 209 220</b>	<b>9 209 220</b>	<b>0</b>	<b>18 548 000</b>	<b>18 548 000</b>	<b>19 006 908</b>	<b>28 400 000</b>	
<b>Total</b>	<b>87 877 541</b>	<b>15 634 765</b>	<b>15 634 765</b>	<b>0</b>	<b>51 224 033</b>	<b>51 224 033</b>	<b>14 414 945</b>	<b>14 414 945</b>	<b>0</b>	<b>23 262 533</b>	<b>23 262 533</b>	<b>21 018 743</b>	<b>29 181 320</b>	
Ss total personnel	4 325 108	1 619 627	1 619 627	0	1 741 891	1 741 891	1 619 627	1 619 627	0	1 741 891	1 741 891	963 590	0	
Ss total fonctionnement	7 896 283	3 667 548	3 667 548	0	3 194 687	3 194 687	3 238 200	3 238 200	0	2 883 187	2 883 187	1 034 048	740 848	
Ss total investissement	75 656 153	10 347 590	10 347 590	0	46 287 455	46 287 455	9 557 117	9 557 117	0	18 637 455	18 637 455	19 021 108	28 440 473	

**Recettes**

Opérations	Montant opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			Restes à encaisser > 2020
			Montant	Encaissem. < 2020	Encaissem. prévus 2020	
RECHERCHE Contrats de recherche	6 020 013	0	6 020 013	3 273 014	1 431 472	1 315 527
ANR ANR fléché	214 999	0	214 999	172 000	42 999	0
<b>Total Contrats de recherche</b>	<b>6 235 012</b>	<b>0</b>	<b>6 235 012</b>	<b>3 445 014</b>	<b>1 474 471</b>	<b>1 315 527</b>
INTERNATIO Conventions internationales	3 888 599	0	3 888 599	1 864 163	1 538 568	485 868
FLECHEES Conventions internationales fléchées	2 589 802	0	2 589 802	1 601 905	728 917	258 980
<b>Total Contrats d'enseignement</b>	<b>6 478 401</b>	<b>0</b>	<b>6 478 400</b>	<b>3 466 067</b>	<b>2 267 485</b>	<b>744 848</b>
PPI DIMMO PPI	24 482 132	24 482 132	0	0	0	0
FLECHES DIMMO PPI Fléchés Learning Centre	43 274 928	9 162 841	34 112 087	1 265 337	4 732 612	28 114 138
DSI DSI PPI	7 407 068	7 407 068	0	0	0	0
<b>Total Programmes pluriannuels d'inv</b>	<b>75 164 128</b>	<b>41 052 041</b>	<b>34 112 087</b>	<b>1 265 337</b>	<b>4 732 612</b>	<b>28 114 138</b>
<b>Total</b>	<b>87 877 541</b>	<b>41 052 041</b>	<b>46 825 499</b>	<b>8 176 418</b>	<b>8 474 568</b>	<b>30 174 513</b>

Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement (Dépenses)  
Budget Initial 2020

A - Prévision d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP)

N°	Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision 2020											Restes à réaliser				Prévision N+1 et suivantes			
				AE ouvertes antérieures à 2020	AE consommées antérieures à 2020	AE reprogrammées ou reportées en 2020	AE nouvelles ouvertes en 2020	TOTAL des AE ouvertes en 2020	CP consommées antérieures à 2020	CP reprogrammées ou reportées en 2020	CP nouveaux ouverts en 2020	TOTAL des CP ouverts en 2020	Restes à engager fin d'année 2020 (AE)	Restes à payer s/AE consommées fin d'année 2020 (CP)	AE prévues en 2021	CP prévues en 2021	AE prévues en 2022	CP prévues en 2022	AE prévues > 2022	CP prévues > 2022		
			(1)	(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)			
<b>Direction de l'immobilier</b>																						
1	900070WIX- Refonte réseau WIFI		364 697	344 697	344 697	0	20 000	20 000	344 697	344 697	0	20 000	20 000	0	0							
2	900070AD- Travaux accessibilité		447 598	293 598	293 598	0	100 000	100 000	293 598	293 598	0	100 000	100 000	0	54 000							
3	900070PCS- Plan Campus		6 268 288	3 275 308	3 275 308	0	2 000 000	2 000 000	2 775 308	2 775 308	0	2 500 000	2 500 000	0	992 980							
4	900070JC- Learning Center		43 274 928	2 110 000	2 110 000	0	35 800 000	35 800 000	2 110 000	2 110 000	0	7 800 000	7 800 000	0	5 356 128	23 400 000	8 800	9 964 928				
5	900070CO- Cours intérieurs		197 000	0	0	0	197 000	197 000	0	0	0	197 000	197 000	0								
6	900070LUM- Eclairage général		278 903	188 903	188 903	0	90 000	90 000	188 903	188 903	0	90 000	90 000	0								
7	900070SGN- signalétique		1 570 656	70 656	70 656	0	1 500 000	1 500 000	70 656	70 656	0	1 500 000	1 500 000	0								
8	900070SOL- Aménagements sols		345 956	265 956	265 956	0	80 000	80 000	265 956	265 956	0	80 000	80 000	0								
9	900070SP- Aménag.sportifs terrain foot		611 059	611 059	611 059	0	0	0	611 059	611 059	0	0	0	0								
10	900070MS- Maison des sports		2 650 000	471 975	471 975	0	550 000	550 000	221 975	221 975	0	150 000	150 000	0	2 100 000	2 500 000						
11	900070EL- Rénovation électrique MSH		471 975	0	0	0	3 356 000	3 356 000	0	0	0	250 000	250 000	0								
12	900070BU- Bib Univ Provisoire		3 356 000	0	0	0	0	0	0	0	0	3 356 000	3 356 000	0	1 000 000							
13	900070DE- Démol p prefes-containers		1 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100 000	100 000						
14	900070PE- Structures Petrov		300 000	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	100 000	100 000	0	100 000	100 000						
15	900070MO- Rénov élec MOM		325 000	0	0	0	325 000	325 000	0	0	0	325 000	325 000	0	185 000	100 000	195 000	195 000				
16	900070PA- aménagements payagers PDA		295 000	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	100 000	100 000	0	2 000 000	1 000 000	3 950 000	4 950 000				
17	900070MC- Maison de la Création		6 000 000	0	0	0	50 000	50 000	0	0	0	50 000	50 000	0								
<b>Direction Système d'information</b>																						
18	900105EC- Sécurité RGPD informatique		209 363	59 363	59 363	0	50 000	50 000	59 363	59 363	0	50 000	50 000	0	50 000	50 000						
19	90010PARC- Remplacement parc informatique		3 939 644	1 489 644	1 489 644	0	800 000	800 000	1 489 644	1 489 644	0	800 000	800 000	0	700 000	700 000	950 000	950 000				
20	90010ENSG- Remplacement parc informatique Engts		432 553	432 553	432 553	0	450 000	450 000	432 553	432 553	0	450 000	450 000	0	550 000	550 000						
21	90010PAV- Remplacement parc audio-visuel		1 661 814	111 814	111 814	0	230 000	230 000	111 814	111 814	0	230 000	230 000	0	550 000	550 000						
22	90010ISH- Rénovat. réseau informat.MSH		463 694	233 694	233 694	0	150 000	150 000	233 694	233 694	0	150 000	150 000	0								
23	90010MOM4- Rénovat. réseau informat.MOM		150 000	0	0	0	150 000	150 000	0	0	0	150 000	150 000	0								
24	90010SER- Serveurs		250 000	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	100 000	100 000	0	100 000	100 000						
25	90010RES- Equipements réseau		300 000	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	100 000	100 000	0	100 000	100 000						
<b>TOTAL PPI</b>			<b>75 164 128</b>	<b>9 959 220</b>	<b>9 959 220</b>	<b>0</b>	<b>46 198 000</b>	<b>46 198 000</b>	<b>9 209 220</b>	<b>9 209 220</b>	<b>0</b>	<b>18 548 000</b>	<b>18 548 000</b>	<b>19 006 908</b>	<b>29 566 980</b>	<b>6 003 800</b>	<b>17 839 928</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			

Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement (financement)  
Budget Initial 2020

B - Prévisions de recettes (RE)

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagée		Montant notifié < 2020	Montant notifié 2020	Reste à notifier	Financements extérieurs				Prévisions en N+1 et suivantes					
		(18)	(19a)				(19b)	(19c)	Encasements extérieurs	Encasements des années antérieures à 2020	Encasements prévus (21a)	Encasements réalisés (21b)	Restes à encaisser (21c)	Encasements prévus en 2021 (23)	Encasements prévus en 2022 (24)	Encasements prévus > 2022 (25)
900070WIX- Réfonctionnement réseau WIFI	Financement de l'Etat Financement (Région) Autres financements Autofinancement par l'établissement	364 697 364 697	344 697 344 697	20 000 20 000	0 0	0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Opération 1</b>																
900070AD- Travaux d'accessibilité	Financement de l'Etat Extérieur (Région) Extérieur (Grand Lyon) Autofinancement par l'établissement	447 598 447 598	293 598 293 598	100 000 100 000	54 000 54 000	0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Opération 2</b>																
900070PCS- Plan Campus	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	6 268 288 6 268 288	2 775 308 2 775 308	2 500 000 2 500 000	992 980 992 980	0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Opération 3</b>																
900070LC- Learning Center	Financement de l'Etat Financement REGION Métropole Autofinancement par l'établissement	8 660 223 23 937 578 1 514 285 9 162 842	9 655 337 300 000 844 663	7 694 886 23 937 578 1 214 285 5 250 791	0 0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Opération 4</b>																
900070CO- Cours Initiatives	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	197 000 197 000	0 0	197 000 197 000	0 0	0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Opération 5</b>																
900070LUM- Eclairage général	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	278 903 278 903	188 903 188 903	90 000 90 000	0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Opération 6</b>																
900070SGH- signalétique	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	1 570 656 1 570 656	70 656 70 656	1 500 000 1 500 000	0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Opération 7</b>																
900070SOI- Aménagements sols	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	345 956 345 956	265 956 265 956	80 000 80 000	0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Opération 8</b>																
900070SP- Aménagements sportifs (terrain foot)	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	611 059 611 059	611 059 611 059	0 0	0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Opération 9</b>																
900070MS- Maison des sports	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	2 650 000 2 650 000	150 000 150 000	2 500 000 2 500 000	0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Opération 10</b>																
900070EL- Rénovation électrique M31	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	471 975 471 975	221 975 221 975	250 000 250 000	0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Opération 11</b>																
900070BU- Bib Univ Provisoire	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	3 356 000 3 356 000	0 0	3 356 000 3 356 000	0 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Opération 12</b>																

Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement (financement)  
Budget Initial 2020

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagée (18)	Montant notifié < 2020 (19a)	Montant notifié 2020 (19b)	Reste à notifier (19c)	Financements extérieurs				Prévisions en N+1 et suivantes		
						Montant des financements extérieurs (18)	Encaissements des années antérieures à 2020 (20)	Encaissements de 2020		Encaissements prévus en 2021 (23)	Encaissements prévus en 2022 (24)	Encaissements prévus > 2022 (25)
								Encaissements prévus (21a)	Encaissements réalisés (21b)			
900070DE-Démol préfas+containers	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	1 000 000 0 0 1 000 000	0 0 0 0	0 0 0 0	1 000 000 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	1 200 000 880 000 880 000 120 000	1 200 000 880 000 880 000 100 000	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 13</b>		<b>1 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900070FE-Structures Perov	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	300 000 0 0 300 000	0 0 0 0	100 000 0 0 0	200 000 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	100 000 0 0 0	100 000 0 0 0	0 0 0 0	100 000 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 14</b>		<b>300 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>	<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>
900070MD-Renov élec.MOM	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	325 000 0 0 325 000	0 0 0 0	325 000 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 15</b>		<b>325 000</b>	<b>0</b>	<b>325 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900070PA-aménagements paysagers PDA	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	295 000 0 0 295 000	0 0 0 0	100 000 0 0 0	195 000 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	195 000 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 16</b>		<b>295 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>	<b>195 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>195 000</b>	<b>0</b>
900070MC-Maison de la Création	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	6 000 000 0 0 6 000 000	0 0 0 0	50 000 0 0 0	5 950 000 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	1 000 000 0 0 0	1 000 000 0 0 0	4 950 000 0 0 0	4 950 000 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 17</b>		<b>6 000 000</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>	<b>5 950 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>4 950 000</b>	<b>4 950 000</b>	<b>0</b>
900100EC-Sécurité RGD Informatique	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	209 363 0 0 209 363	0 0 0 0	59 363 0 0 0	100 000 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	50 000 0 0 0	50 000 0 0 0	50 000 0 0 0	50 000 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 18</b>		<b>209 363</b>	<b>0</b>	<b>59 363</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>
90010PARC-Remplacement parc informatique	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	3 939 644 0 0 3 939 644	0 0 0 0	800 000 0 0 0	1 650 000 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	700 000 0 0 0	700 000 0 0 0	950 000 0 0 0	950 000 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 19</b>		<b>3 939 644</b>	<b>1 489 644</b>	<b>800 000</b>	<b>1 650 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>700 000</b>	<b>700 000</b>	<b>950 000</b>	<b>950 000</b>	<b>0</b>
90010ENSG-Remplacement parc informatique Engts	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	432 553 0 0 432 553	0 0 0 0	432 553 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 20</b>		<b>432 553</b>	<b>0</b>	<b>432 553</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
90010PAV-Remplacement parc audio-visuel	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	1 661 814 0 0 1 661 814	0 0 0 0	450 000 0 0 0	1 100 000 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	550 000 0 0 0	550 000 0 0 0	550 000 0 0 0	550 000 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 21</b>		<b>1 661 814</b>	<b>1 111 814</b>	<b>450 000</b>	<b>1 100 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>550 000</b>	<b>550 000</b>	<b>550 000</b>	<b>550 000</b>	<b>0</b>
90010ISH-Renovat réseau Informat MSH	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	463 694 0 0 463 694	0 0 0 0	233 694 0 0 0	230 000 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 22</b>		<b>463 694</b>	<b>233 694</b>	<b>230 000</b>	<b>230 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
90010MOM-Renovat réseau Informat.MOM	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	150 000 0 0 150 000	0 0 0 0	150 000 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 23</b>		<b>150 000</b>	<b>0</b>	<b>150 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
90010SER- Serveurs	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	250 000 0 0 250 000	0 0 0 0	150 000 0 0 0	100 000 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	100 000 0 0 0	0 0 0 0
<b>Total Opération 24</b>		<b>250 000</b>	<b>0</b>	<b>150 000</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>

B - Prévisions de recettes (RE)

Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement (financement)  
Budget Initial 2020

B - Prévisions de recettes (RE)

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagée (18)	Montant notifié < 2020 (19a)	Montant notifié 2020 (19b)	Reste à notifier (19c)	Financements extérieurs			Prévisions en N+1 et suivantes																
						Encasements des années antérieures à 2020 (20)	Encasements prévus (21a)	Encasements réalisés (21b)	Restes à encaisser 22-(18)-(20)-(21a)	Encasements prévus en 2021 (23)	Encasements prévus en 2022 (24)	Encasements prévus > 2022 (25)													
90010RES- Equipements Réseau	Financement de l'Etat					0																			
	Autres financements					0																			
	Autofinancement par l'établissement	300 000				0																			
	<b>Total Opération 25</b>	<b>300 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>	<b>200 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
Total PPI	Ss total financement de l'Etat	8 660 223	965 337	0	7 694 886	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Ss total financements CT	23 937 578	0	0	23 937 578	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Ss total autres financements	1 514 285	300 000	0	1 214 285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	<b>Ss total autofinanc. par l'établissement</b>	<b>41 052 042</b>	<b>7 943 883</b>	<b>13 815 388</b>	<b>19 292 771</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 265 337</b>	<b>4 732 612</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>		<b>75 164 128</b>	<b>9 209 220</b>	<b>13 815 388</b>	<b>52 139 520</b>	<b>34 112 066</b>	<b>1 265 337</b>	<b>4 732 612</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Tableau soumis au CA (pour information)

Tableau 10- Tableau détaillé des opérations pluriannuelles (Prévisions)

Opération	Nature	Prévisions	Prévisions 2020										Prévisions 2021 et suivantes			
			AE ouvertes < 2020	Conso AE < 2020	Reprogrammations 2020	AE nouvelles ouvertes 2020	Total AE 2020	CP ouverts < 2020	Conso CP < 2020	Reprogrammations 2020	CP nouveaux ouverts 2020	Total CP 2020	AE prévues en 2021	CP prévues en 2021	AE prévues en 2022	CP prévues > 2022
Contrats de recherche	Personnel	3 779 321	1 474 193	1 474 193	0	1 462 650	1 474 193	1 474 193	0	1 462 650	0	1 474 193	767 244	75 234	0	0
	Fonctionnement	2 101 679	760 931	0	857 132	857 132	0	857 132	0	857 132	0	857 132	358 606	1 25 010	0	0
	Investissement	354 012	259 807	0	80 005	80 005	0	80 005	0	80 005	0	80 005	14 200	0	0	0
	<b>Total Contrats de recherche</b>	<b>6 235 012</b>	<b>2 494 931</b>	<b>2 494 931</b>	<b>0</b>	<b>2 399 787</b>	<b>2 494 931</b>	<b>2 494 931</b>	<b>0</b>	<b>2 399 787</b>	<b>0</b>	<b>2 494 931</b>	<b>1 140 050</b>	<b>200 244</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Contrats d'enseignement	Personnel	545 787	145 434	0	279 241	279 241	0	279 241	0	279 241	0	279 241	115 257	5 855	0	0
	Fonctionnement	5 794 604	2 906 617	0	2 337 555	2 337 555	0	2 337 555	0	2 337 555	0	2 337 555	539 177	11 255	0	0
	Investissement	138 013	128 563	0	9 450	9 450	0	9 450	0	9 450	0	9 450	0	0	0	0
	<b>Total Contrats d'enseignement</b>	<b>6 478 404</b>	<b>3 180 614</b>	<b>0</b>	<b>2 626 246</b>	<b>2 626 246</b>	<b>0</b>	<b>2 626 246</b>	<b>0</b>	<b>2 626 246</b>	<b>0</b>	<b>2 626 246</b>	<b>654 434</b>	<b>17 110</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Programmes pluriannuels d'inv	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonctionnement	75 164 128	9 959 220	0	46 198 000	46 198 000	0	46 198 000	0	46 198 000	0	46 198 000	13 003 108	6 003 800	0	0
	Investissement	4 325 108	1 619 627	0	1 741 891	1 619 627	0	1 741 891	0	1 619 627	0	1 741 891	882 501	81 089	0	0
	<b>Ss total Personnel</b>	<b>7 886 283</b>	<b>3 667 548</b>	<b>0</b>	<b>3 194 887</b>	<b>3 194 687</b>	<b>0</b>	<b>3 194 887</b>	<b>0</b>	<b>3 194 687</b>	<b>0</b>	<b>3 194 687</b>	<b>882 501</b>	<b>136 265</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Ss total Fonctionnement</b>	<b>75 656 153</b>	<b>10 347 590</b>	<b>0</b>	<b>46 287 455</b>	<b>46 287 455</b>	<b>0</b>	<b>46 287 455</b>	<b>0</b>	<b>46 287 455</b>	<b>0</b>	<b>46 287 455</b>	<b>29 861 180</b>	<b>6 003 800</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>87 877 544</b>	<b>15 634 765</b>	<b>15 634 765</b>	<b>0</b>	<b>51 224 033</b>	<b>51 224 033</b>	<b>0</b>	<b>51 224 033</b>	<b>0</b>	<b>51 224 033</b>	<b>14 414 944</b>	<b>6 221 154</b>	<b>18 057 282</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Opération	Nature	Prévisions	Prévisions 2020		Prévisions en 2021 et suivantes		
			Encasements prévus 2020	Encasements prévus > 2022	Encasements prévus en 2021	Encasements prévus > 2022	
Contrats de recherche	Financement de l'Etat	272 151	246 136	10 000	0	16 015	0
	Autres financements publics	5 447 395	2 831 450	1 366 873	0	744 846	504 226
	Autres financements	515 466	367 428	97 598	0	40 440	10 000
	<b>Total Contrats de recherche</b>	<b>6 235 012</b>	<b>3 445 014</b>	<b>1 474 471</b>	<b>0</b>	<b>801 301</b>	<b>514 226</b>
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat	4 000	0	0	0	0	0
	Autres financements publics	5 911 526	2 960 692	2 236 079	0	366 960	347 795
	Autres financements	562 878	505 379	27 406	0	19 006	11 087
	<b>Total Contrats d'enseignement</b>	<b>6 478 404</b>	<b>3 466 071</b>	<b>2 263 485</b>	<b>0</b>	<b>385 966</b>	<b>358 882</b>
Programmes pluriannuels d'inv	Financement de l'Etat	8 660 223	965 337	2 988 287	0	3 112 151	1 594 448
	Autres financements publics	25 451 663	300 000	1 744 325	0	16 266 708	7 140 930
	Autres financements	0	0	0	0	0	0
	<b>Total Programmes pluriannuels d'inv</b>	<b>34 112 086</b>	<b>1 265 337</b>	<b>4 732 612</b>	<b>0</b>	<b>19 378 859</b>	<b>8 735 278</b>
	<b>Ss total Personnel</b>	<b>8 936 374</b>	<b>1 211 473</b>	<b>3 002 287</b>	<b>0</b>	<b>3 128 166</b>	<b>1 594 448</b>
	<b>Ss total Fonctionnement</b>	<b>36 810 784</b>	<b>6 092 142</b>	<b>5 347 277</b>	<b>0</b>	<b>17 378 574</b>	<b>7 992 851</b>
	<b>Ss total Autres financements</b>	<b>1 078 344</b>	<b>872 807</b>	<b>125 004</b>	<b>0</b>	<b>59 446</b>	<b>21 087</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>46 825 502</b>	<b>8 176 422</b>	<b>8 474 568</b>	<b>0</b>	<b>20 566 126</b>	<b>9 608 388</b>

Etat soumis au CA (pour information)

Tableau 11 - Tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche (dotation)

	Univ Lyon2	CHRS	ENS	EHESS	BNTPE	INSA	AMU	IEP Lyon	Univ Lyon3	Univ Lyon1	Univ St Etienne	Univ Claude Berthelin	UAPV	ECL	Ecole des Mines	Univ. Claude Berthelin	Autres (Bord 3, Paris 4...)	ENSAL	ENSSIB	TOTAL	
UMR 5138 APAR	22 319	27 500																12 536			62 355
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	22 319	27 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 536	0	0	62 355
UMR 5133 Achevement	38 411	86 645																			126 056
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	38 411	86 645	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	126 056
UMR 5137 CERCHID	14 344	12 660									49 853										76 857
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	14 344	12 660	0	0	0	0	0	0	0	0	49 853	0	0	0	0	0	0	0	0	0	76 857
UMR 5048 CHAM	34 296	26 000	17 000	9 000					15 000				12 667								113 963
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	34 296	26 000	17 000	9 000	0	0	0	15 000	0	0	0	0	12 667	0	0	0	0	0	0	0	113 963
UMR 5283 OMV	63 119	24 000	14 500							22 152											123 771
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	63 119	24 000	14 500	0	0	0	0	0	0	22 152	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	123 771
UMR 5096 DBL	34 162	56 500																			90 662
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	34 162	56 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	90 662
UMR 5600 ENS	51 514	60 000	54 000	31 000	3 500				51 700	42 282					25 417				25 000		344 413
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	51 514	60 000	54 000	31 000	3 500	0	0	51 700	0	42 282	0	0	0	25 417	0	0	0	25 000	0	0	344 413
UMR 5204 GATE	46 923	31 280	7 650						3 000	37 901											126 754
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	46 923	31 280	7 650	0	0	0	0	0	3 000	37 901	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	126 754
UMR 5169 HSDMA	51 156	54 500	14 875						30 940	12 977											164 448
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	51 156	54 500	14 875	0	0	0	0	30 940	0	12 977	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	164 448
UMR 5062 IAO	13 049	29 750	42 000																		5 000
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	13 049	29 750	42 000	0	0	0	0	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000
UMR 5191 ICAR	56 831	29 837	50 000																		136 668
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	56 831	29 837	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	136 668
UMR 5317 IHRM	57 918	76 000	80 500						11 967	21 113						19 395					266 893
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	57 918	76 000	80 500	0	0	0	0	11 967	0	21 113	0	0	0	0	0	19 395	0	0	0	0	266 893
UMR 5165 IPAA	3 500	19 000					21 000											2 300			45 800
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	3 500	19 000	0	0	0	0	21 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 300	0	0	45 800
USR 2005 MSHLSE	10 000	62 000	16 000					4 200	16 000	21 000											129 200
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	10 000	62 000	16 000	0	0	0	4 200	16 000	0	21 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	129 200
UMR 5583 LAET	29 651	18 000																			91 177
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	29 651	18 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	91 177
UMR 5190 LARHRA	29 651	32 620	22 185						19 890			38 285									170 363
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	29 651	32 620	22 185	0	0	0	0	19 890	0	0	0	38 285	0	0	0	0	0	0	0	0	170 363
UMR 5205 LRIS	58 003	32 620	22 185						162 000					20 000							388 912
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	58 003	32 620	22 185	0	0	0	0	19 890	162 000	0	0	38 285	0	20 000	0	0	0	0	0	0	388 912
UMR 5205 LRIS	21 912	160 000																			388 912
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	21 912	160 000	0	0	0	0	0	162 000	0	0	0	0	0	20 000	0	0	0	0	0	0	388 912
USR 3439 MOM	109 437	120 500																			229 937
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	109 437	120 500	0	0	0	0	0	27 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	229 937
UMR 5206 TRIANGLE	88 366	46 000	83 000								8 743										253 109
Fonctionnement Personnel Investissement																					
TOTAL	88 366	46 000	83 000	0	0	0	0	27 000	0	8 743	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	253 109
Total Moyens	804 911	972 792	401 710	9 000	74 535	28 500	21 000	36 200	145 497	165 000	216 021	38 285	12 667	20 000	25 417	19 395	14 836	25 000	0	0	2 945 958

Etat soumis au CA (pour information)

Tableau 11 - Tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche (personnel)

	Univ Lyon2	CNRS	ENS	EHESS	ENTPE	INSA	AMU	IEP Lyon	Univ Lyon3	Univ Lyon1	Univ St Etienne	Univ Grenoble Alpes	UAPV	ECL	Ecole des Mines	Univ. Clermont-Ferrand Blaise Pascal	Autres (Bord3, Paris 4,...)	ENSAL	ENSSIB	Total
UMR 5138 ARAR	4	5															29			38
UMR 5133 Archéorient	6	11														1	9			20
UMR 5137 CERCHID	9	4									31						4			8
UMR 5648 CIHAM	17	7	4	2					10				6				10			56
UMR 5283 CMW	34	5	3	2					1								6			13
UMR 5596 DDL	8	9									1						3			60
UMR 5600 EVS	27	5	8		9	4											5			14
UMR 5624 GATE	17	9	4						25		16						9			22
UMR 5189 HISOMA	20	12	6						4		2						19			132
UMR 5062 IAO	4	4	2						4		3						7			35
UMR 5191 ICAR	20	5	6								18						4			53
UMR 5317 IHRIM	29	17	28								2						5			15
USR 3155 IRAA	2	3							16		6						2			62
USR 3685 MSH-LSE		8							1		1						1			14
UMR 5593 LAET	8	2															4			16
UMR 5190 LARHRA	23	6	7														8			5
UMR 5205 LIPIS	10	6							19		13						22			148
USR 3439 MCM	8	18							1		3						1			22
UMR 5206 TRIANGLE	51	13	14														6			15
Total ETP	319	283	104	4	21	56	5	24	91	68	117	23	6	11	26	22	155	12	0	1347

## Note de présentation du budget initial 2020

### Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Ce tableau permet de comprendre l'articulation entre les grands agrégats financiers traditionnels et les nouveaux indicateurs introduits par la comptabilité budgétaire. Il regroupe toutes les informations essentielles sur la santé financière de l'établissement.

		BI 2020
<b>Stocks initiaux</b>	Niveau initial de restes à payer	9 339 030
	Niveau initial du fonds de roulement	37 806 572
	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-12 111 114
	Niveau initial de la trésorerie	49 917 687
	<i>dont niveau initial de la trésorerie fléchée</i>	-1 996 707
	<i>dont niveau initial de la trésorerie non fléchée</i>	51 914 394
<b>Flux de l'année</b>	Autorisations d'engagement	0
	Résultat patrimonial	5 308
	Capacité d'autofinancement	3 761 669
	Variation du fonds de roulement	-12 957 658
	Opérations bilanciellles non budgétaires	0
	<i>Nouvel emprunt / remboursement de prêt</i>	
	<i>Remboursement d'emprunt / prêt accordé</i>	
	<i>Cautionnements et dépôts</i>	
	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	0
	<i>Variation des stocks</i>	
	<i>Production immobilisée</i>	
	<i>Charges sur créances irrécouvrables</i>	
	<i>Produits divers de gestion courante</i>	
	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	0
	<i>Ecart entre les produits/ressources et les encaissements relatifs à des op. sur ex. ant.</i>	
	<i>Ecart entre les produits/ressources et les encaissements relatifs à des op. de l'ex. en cours</i>	
	<i>Ecart entre les charges/immos et les décaissements relatifs à des op. sur ex. ant.</i>	
	<i>Ecart entre les charges/immos et les décaissements relatifs à des op. de l'ex. en cours</i>	
	Solde budgétaire	-12 957 658
	Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	0
Variation de la trésorerie	-12 957 658	
<i>dont variation de la trésorerie fléchée</i>	-3 164 090	
<i>dont variation de la trésorerie non fléchée</i>	-9 793 568	
Variation du besoin en fonds de roulement	0	
Restes à payer	0	
<b>Stocks finaux</b>	Niveau final de restes à payer	9 339 030
	Niveau final du fonds de roulement	24 848 914
	Niveau final du besoin en fonds de roulement	-12 111 114
	Niveau final de la trésorerie	36 960 029
	<i>dont niveau final de la trésorerie fléchée</i>	-5 160 797
	<i>dont niveau final de la trésorerie non fléchée</i>	42 120 826

## Détail des crédits 2020 par composante, service et laboratoire

## Budget initial 2020

	Dépense		Recette		Dépense		Recette
	AE	CP	RE		AE	CP	RE
<b>Composantes</b>	<b>9 140 923</b>	<b>8 916 523</b>	<b>8 942 744</b>				
<b>902 UFR Sc.économiques et gestion</b>	<b>766 348</b>	<b>746 348</b>	<b>1 240 500</b>	<b>900R08 GREPS</b>	<b>112 249</b>	<b>101 199</b>	<b>129 996</b>
Fonctionnement	385 348	365 348	1 240 500	Fonctionnement	57 974	46 924	129 996
Investissement	2 000	2 000		Investissement	7 608	7 608	
Personnel	379 000	379 000		Personnel	46 667	46 667	
<b>904 UFR Temps et Territoires</b>	<b>338 338</b>	<b>313 338</b>	<b>302 516</b>	<b>900R09 DCT</b>	<b>43 241</b>	<b>39 988</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	206 180	181 180	302 516	Fonctionnement	29 241	25 988	
Investissement	7 500	7 500		Investissement	5 000	5 000	
Personnel	124 658	124 658		Personnel	9 000	9 000	
<b>909 Institut de psychologie</b>	<b>619 644</b>	<b>609 644</b>	<b>659 680</b>	<b>900R10 ELICO</b>	<b>30 330</b>	<b>28 499</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	155 000	145 000	659 680	Fonctionnement	26 330	24 499	
Investissement				Investissement	1 500	1 500	
Personnel	464 644	464 644		Personnel	2 500	2 500	
<b>91000 UFR Droit et Sc.politique</b>	<b>406 020</b>	<b>390 020</b>	<b>344 208</b>	<b>900R11 LADEC</b>	<b>20 538</b>	<b>18 993</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	198 800	182 800	344 208	Fonctionnement	19 038	17 493	
Investissement	3 500	3 500		Investissement	1 500	1 500	
Personnel	203 720	203 720		Personnel	6 000	6 000	
<b>91001 Instit.Etudes et Travail de Lyon</b>	<b>245 670</b>	<b>235 670</b>	<b>313 000</b>	<b>900R13 CRPPC</b>	<b>80 226</b>	<b>75 341</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	110 000	100 000	313 000	Fonctionnement	36 588	31 703	
Investissement				Investissement	3 000	3 000	
Personnel	135 670	135 670		Personnel	40 638	40 638	
<b>91002 Institut Formation Syndicale</b>	<b>123 290</b>	<b>118 290</b>	<b>103 351</b>	<b>900R14 LER</b>	<b>24 726</b>	<b>22 866</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	70 660	65 660	103 351	Fonctionnement	15 226	13 366	
Personnel	52 630	52 630		Investissement	3 500	3 500	
<b>914 ISPEF</b>	<b>350 416</b>	<b>340 416</b>	<b>520 017</b>	Personnel	6 000	6 000	
Fonctionnement	260 983	250 983	520 017	<b>900R15 DISP</b>	<b>86 042</b>	<b>69 543</b>	<b>10 000</b>
Investissement	4 000	4 000		Fonctionnement	60 422	43 923	10 000
Personnel	85 433	85 433		Investissement	25 620	25 620	
<b>921 Institut de la Communication</b>	<b>619 294</b>	<b>604 294</b>	<b>655 478</b>	<b>900R17 ERIC</b>	<b>39 078</b>	<b>35 590</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	276 150	261 150	655 478	Fonctionnement	39 078	35 590	
Investissement	39 500	39 500		Investissement	0	0	
Personnel	303 644	303 644		Personnel			
<b>922 IUT Lumière</b>	<b>4 128 102</b>	<b>4 055 502</b>	<b>3 462 193</b>	<b>900R18 PASSAGES XX XXI</b>	<b>87 071</b>	<b>76 650</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	1 311 102	1 238 502	3 462 193	Fonctionnement	79 388	68 967	
Investissement	355 000	355 000		Investissement	2 683	2 683	
Personnel	2 462 000	2 462 000		Personnel	5 000	5 000	
<b>92401 UFR LESLA</b>	<b>432 511</b>	<b>429 511</b>	<b>401 732</b>	<b>900R19 HISOMA</b>	<b>90 680</b>	<b>84 832</b>	<b>36 000</b>
Fonctionnement	104 000	101 000	401 732	Fonctionnement	57 313	51 465	36 000
Investissement	16 000	16 000		Investissement	1 700	1 700	
Personnel	312 511	312 511		Personnel	31 667	31 667	
<b>92400 CFMI</b>	<b>639 029</b>	<b>626 029</b>	<b>554 029</b>	<b>900R20 ARCHEORIENT</b>	<b>38 411</b>	<b>35 521</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	159 974	146 974	554 029	Fonctionnement	38 411	35 521	
Investissement				Personnel			
Personnel	479 055	479 055		<b>900R21 CIHAM</b>	<b>34 296</b>	<b>31 716</b>	<b>0</b>
<b>92701 UFR de langues</b>	<b>222 464</b>	<b>218 864</b>	<b>142 500</b>	Fonctionnement	25 300	22 720	
Fonctionnement	45 000	41 400	142 500	Investissement	4 200	4 200	
Investissement	5 000	5 000		Personnel	4 796	4 796	
Personnel	172 464	172 464		<b>900R22 IAO</b>	<b>19 049</b>	<b>17 067</b>	<b>0</b>
<b>92700 Centre de langues</b>	<b>15 000</b>	<b>13 800</b>	<b>25 000</b>	Fonctionnement	19 049	17 067	
Fonctionnement	15 000	13 800	25 000	<b>900R23 EVS IRG</b>	<b>380 430</b>	<b>314 458</b>	<b>315 018</b>
Investissement				Fonctionnement	193 551	127 579	315 018
Personnel				Investissement	43 354	43 354	
<b>928 UFR Anthropologie et Sociologie</b>	<b>234 797</b>	<b>214 797</b>	<b>218 540</b>	Personnel	143 525	143 525	
Fonctionnement	202 840	182 840	218 540	<b>900R24 ECP</b>	<b>90 838</b>	<b>83 330</b>	<b>10 000</b>
Investissement				Fonctionnement	51 856	44 348	10 000
Personnel	31 957	31 957		Investissement	0	0	
<b>Recherche</b>	<b>8 248 955</b>	<b>7 798 955</b>	<b>2 284 303</b>	Personnel	38 982	38 982	
<b>900R00 DRED</b>	<b>4 419 914</b>	<b>4 399 414</b>	<b>817 059</b>	<b>900R25 LAHRA</b>	<b>161 558</b>	<b>150 195</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	624 590	604 090	817 059	Fonctionnement	80 603	69 240	
Investissement	69 647	69 647		Investissement	80 955	80 955	
Personnel	3 725 677	3 725 677		<b>900R26 CMW</b>	<b>73 119</b>	<b>64 871</b>	<b>33 736</b>
<b>900R04 EMC</b>	<b>727 413</b>	<b>639 098</b>	<b>324 573</b>	Fonctionnement	67 119	58 871	33 736
Fonctionnement	298 921	210 606	324 573	Investissement	4 500	4 500	
Investissement	19 100	19 100		Personnel	1 500	1 500	
Personnel	409 392	409 392		<b>900R28 ICAR</b>	<b>56 831</b>	<b>52 556</b>	<b>0</b>
<b>900R05 LCE</b>	<b>37 498</b>	<b>34 677</b>	<b>0</b>	Fonctionnement	26 831	22 556	
Fonctionnement	32 998	30 177		Investissement	10 000	10 000	
Investissement	1 500	1 500		Personnel	20 000	20 000	
Personnel	3 000	3 000		<b>900R29 DDL</b>	<b>249 362</b>	<b>229 192</b>	<b>0</b>
<b>900R06 CRTT</b>	<b>46 716</b>	<b>43 955</b>	<b>21 391</b>	Fonctionnement	53 662	33 492	
Fonctionnement	35 216	32 455	21 391	Investissement	10 000	10 000	
Investissement	2 000	2 000		Personnel	185 700	185 700	
Personnel	9 500	9 500		<b>900R30 IHRIM</b>	<b>100 286</b>	<b>89 930</b>	<b>5 605</b>
<b>900R07 COACTIS</b>	<b>145 527</b>	<b>123 168</b>	<b>55 000</b>	Fonctionnement	57 486	47 130	5 605
Fonctionnement	72 827	50 468	55 000	Personnel	42 800	42 800	
Investissement	5 000	5 000		<b>900R31 LIRIS</b>	<b>176 101</b>	<b>138 201</b>	<b>170 216</b>
Personnel	67 700	67 700		Fonctionnement	91 756	53 856	170 216
				Investissement	3 212	3 212	
				Personnel	81 133	81 133	

	Dépense		Recette
	AE	CP	RE
<b>900R32 ARAR</b>	<b>22 319</b>	<b>19 592</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	22 319	19 592	
Investissement			
<b>900R34 TRIANGLE</b>	<b>161 185</b>	<b>143 539</b>	<b>33 207</b>
Fonctionnement	113 920	96 274	33 207
Investissement	13 265	13 265	
Personnel	34 000	34 000	
<b>900R35 GATE</b>	<b>185 929</b>	<b>148 399</b>	<b>84 094</b>
Fonctionnement	113 923	76 393	84 094
Investissement	11 600	11 600	
Personnel	60 406	60 406	
<b>900R36 LAET</b>	<b>78 901</b>	<b>71 670</b>	<b>75 000</b>
Fonctionnement	43 151	35 920	75 000
Investissement	2 000	2 000	
Personnel	33 750	33 750	
<b>900R37 ISH</b>	<b>79 450</b>	<b>78 697</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	10 000	9 247	
Investissement			
Personnel	69 450	69 450	
<b>900R38 IRAA</b>	<b>3 500</b>	<b>3 237</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	3 500	3 237	
<b>900R39 MOM</b>	<b>109 437</b>	<b>101 206</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	109 437	101 206	
<b>900R40 CERCRID</b>	<b>14 344</b>	<b>13 264</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	10 844	9 764	
Investissement	3 500	3 500	
Personnel			
<b>900R41 ISERL</b>	<b>37 000</b>	<b>36 247</b>	<b>27 000</b>
Fonctionnement	26 000	25 247	27 000
Investissement	4 000	4 000	
Personnel	7 000	7 000	
<b>900R43 PUL</b>	<b>124 000</b>	<b>124 000</b>	<b>100 000</b>
Fonctionnement	124 000	124 000	100 000
Investissement			
Personnel			
<b>900R44 EVS CTT</b>	<b>49 760</b>	<b>47 857</b>	<b>35 400</b>
Fonctionnement	17 932	16 029	35 400
Investissement	2 000	2 000	
Personnel	29 828	29 828	
<b>900R45 DIPHE</b>	<b>11 600</b>	<b>10 397</b>	<b>1 008</b>
Fonctionnement	9 600	8 397	1 008
Investissement	2 000	2 000	
<b>Serv.cent, communs et généraux</b>	<b>174 062 525</b>	<b>145 302 363</b>	<b>137 833 136</b>
<b>90000 Présidence</b>	<b>60 400</b>	<b>60 400</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	60 400	60 400	
Investissement			
<b>90001 DGS</b>	<b>26 100</b>	<b>26 100</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	26 100	26 100	
<b>90002 DAJIM</b>	<b>81 000</b>	<b>74 500</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	81 000	74 500	
<b>90003 Communication</b>	<b>274 000</b>	<b>259 000</b>	<b>9 000</b>
Fonctionnement	269 000	254 000	9 000
Investissement	5 000	5 000	
<b>90004 DBF</b>	<b>50 000</b>	<b>46 000</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	50 000	46 000	
Investissement			
Personnel			
<b>90006 DRHAS</b>	<b>109 278 093</b>	<b>109 188 293</b>	<b>529 000</b>
Fonctionnement	1 008 800	919 000	529 000
Personnel	108 269 293	108 269 293	
<b>900070 Cellule grands travaux</b>	<b>44 268 000</b>	<b>16 618 000</b>	<b>4 732 612</b>
Fonctionnement			
Investissement	44 268 000	16 618 000	4 732 612
<b>900071 STI BDR</b>	<b>3 246 000</b>	<b>3 166 000</b>	<b>138 700</b>
Fonctionnement	2 909 000	2 829 000	138 700
Investissement	337 000	337 000	
<b>900072 STI PDA</b>	<b>2 743 600</b>	<b>2 555 600</b>	<b>180 800</b>
Fonctionnement	2 253 600	2 065 600	180 800
Investissement	490 000	490 000	
<b>90010 DSI</b>	<b>3 946 450</b>	<b>3 846 450</b>	<b>44 650</b>
Fonctionnement	1 346 450	1 246 450	44 650
Investissement	2 600 000	2 600 000	
<b>90011 SRI</b>	<b>2 237 592</b>	<b>2 187 592</b>	<b>1 540 568</b>
Fonctionnement	1 996 901	1 946 901	1 540 568
Investissement	4 450	4 450	
Personnel	236 241	236 241	
<b>90012 Vie étudiante</b>	<b>327 312</b>	<b>293 450</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	310 312	276 450	
Investissement	17 000	17 000	

	Dépense		Recette
	AE	CP	RE
<b>90013 Médiation culturelle</b>	<b>204 500</b>	<b>204 500</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	156 200	156 200	
Investissement	48 300	48 300	
<b>90014 SUAPS</b>	<b>156 964</b>	<b>141 964</b>	<b>60 600</b>
Fonctionnement	126 964	111 964	60 600
Investissement	30 000	30 000	
<b>90015 SSU</b>	<b>51 111</b>	<b>51 111</b>	<b>120 000</b>
Fonctionnement	48 111	48 111	120 000
Investissement	3 000	3 000	
Personnel			
<b>90016 SCUIO</b>	<b>167 390</b>	<b>167 390</b>	<b>21 470</b>
Fonctionnement	87 210	87 210	21 470
Personnel	80 180	80 180	
<b>90017 FC VAE</b>	<b>69 500</b>	<b>69 500</b>	<b>381 800</b>
Fonctionnement	11 000	11 000	381 800
Personnel	58 500	58 500	
<b>90018 UTA</b>	<b>102 836</b>	<b>102 836</b>	<b>170 000</b>
Fonctionnement	61 826	61 826	170 000
Investissement			
Personnel	41 010	41 010	
<b>90019 CIEF</b>	<b>1 287 654</b>	<b>1 272 654</b>	<b>1 509 577</b>
Fonctionnement	175 000	160 000	1 509 577
Investissement			
Personnel	1 112 654	1 112 654	
<b>90020 SCD</b>	<b>1 674 886</b>	<b>1 614 886</b>	<b>38 000</b>
Fonctionnement	1 430 000	1 370 000	38 000
Investissement	51 000	51 000	
Personnel	193 886	193 886	
<b>90021 CPS</b>	<b>57 700</b>	<b>54 700</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	15 000	12 000	
Investissement	42 700	42 700	
<b>90022 Dir. DFVE et division étud</b>	<b>21 400</b>	<b>21 400</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	21 400	21 400	
<b>90099 Etablissement</b>	<b>3 730 037</b>	<b>3 280 037</b>	<b>128 356 359</b>
Fonctionnement	2 231 500	1 781 500	128 356 359
Investissement	510 000	510 000	
Personnel	988 537	988 537	
<b>Total général</b>	<b>191 452 403</b>	<b>162 017 841</b>	<b>149 060 183</b>



